



## PRÉFACE

### SOCIÉTÉ, NATURE, ESPACE DANS L'OUEST MALGACHE

L'ouest de Madagascar où, si l'on préfère, l'ensemble Sakalava, a été le lieu et l'objet, à la fin des années 1960 et dans la première moitié de la décennie qui s'achève, de recherches originales et suivies. Ces recherches ne sont pas les premières: les noms de Louis MOLET, Henri LAVONDÈS, Paul OTTINO et Jean-Pierre TROUCHAUD sont attachés à un ensemble de publications qui, en leur temps, ont fait date. La nouvelle vague de textes ne marque pas seulement un renouveau d'intérêt pour une région à différents égards marginale. Elle manifeste une exploration intellectuelle à la fois plus systématique, et plus suivie dans le temps et dans l'espace. Le travail a pris forme et cohérence, pour l'essentiel, autour d'un groupe d'anthropologues et de sociologues rattachés à l'ORSTOM ou gravitant autour de cet organisme. Parler de problématique commune serait prétentieux et peut-être inexact. Mais les interrogations, les hypothèses et les éclairages ont été largement partagés, et soumis au feu de discussions constantes et parfois passionnées. Avec des intérêts quelque peu divergents par rapport à ce noyau, plusieurs géographes ont été suffisamment avertis de ce qui se passait, ou « mis dans le coup », pour se sentir concernés au-delà des questions habituelles que leur discipline pose aux sociétés et aux « paysages ». Leurs travaux, de la sorte, loin de constituer un champ séparé, apportent à la connaissance des jeux écologiques, économiques et sociologiques de l'Ouest malgache, une contribution essentielle.

L'ouvrage qui paraît aujourd'hui ne le fait pas dans le vide. Des rapports ont été diffusés, des thèses soutenues, des articles publiés. Mais l'essentiel de ce qui s'est écrit se retrouve dans les pages qu'on va lire, joint à bien des apports nouveaux, sous une forme ramassée propre à faire valoir et à enrichir les textes les uns par les autres. Il faut déplorer les rares abstentions, surtout celle de l'anthropologue Jacques LOMBARD, qui n'a pas cru devoir apporter sa collaboration, après avoir été l'un des animateurs de la recherche à son départ. J'essaierai de combler la lacune, dans la faible mesure du possible, en rappelant quelques résultats essentiels d'une réflexion de prix. Il faut remercier en revanche ceux des auteurs qui, malgré les longs retards, n'ont pas voulu faire sécession, alors même qu'ils avaient deux textes en attente. Il faut aussi se féliciter qu'interrompues dans le cadre de l'ORSTOM, les recherches dont procède le volume actuel aient eu sinon un prolongement, du moins une descendance. Un cadre institutionnel s'est effacé, les problèmes et les curiosités demeurent.

Récemment soutenue devant l'Université de Paris X, la thèse de Michel COUV, géographe et enseignant, vient à point nommé renforcer un volet technique encore incomplet. Son texte sur les « Activités rurales dans la vallée de l'Ifasy », symétrique à divers égards du travail ici publié de Jean-Pierre RAISON, apporte du nouveau: une réflexion aigüe sur la relation écologique nouée au début du siècle, et qui n'a cessé de s'enrichir, dans l'environnement pionnier d'une vallée perdue, soumise à une variété de contraintes physiques et humaines. Quelques pages lui seront consacrées.

### TROIS APPROCHES

Par ce titre, il n'est pas question d'affaiblir ou de fractionner la démarche d'inspiration marxiste qui sous-tend plusieurs des travaux rassemblés. Le but est de mettre en valeur, au contraire, une convergence plus large des points de vue et des méthodes, par-dessus une certaine diversité du vocabulaire des mots-clés.

L'histoire, ses temps et ses affrontements successifs, les contradictions et les réorganisations qu'elle engendre, constitue le fil directeur principal, et en même temps le lieu privilégié de la rencontre entre les disciplines. L'histoire selon les Sakalava, d'abord, qui est celle de la durée, de l'identité dans la durée, et jusqu'à un certain point du temps nié. LOMBARD l'a fortement montré. Attardons-nous sur ses écrits, à défaut d'un texte original de sa part. Le « donné » historique, tel qu'il a pu être reconstitué, est le suivant. Au départ, les groupes arabisés qui débarquent dans le Nord de l'île au cours du xiii<sup>e</sup> siècle. Cette population d'Antalaoatra essaime en deux siècles vers le Sud, surtout le long de la côte orientale. Au terme du parcours, la migration aboutit à la création du royaume Antemoro, au xiv<sup>e</sup> siècle. La pratique de l'Islam s'est perdue en cours de route, mais les groupes antemoro conservent une double spécificité: d'une part, ils sont dépositaires « des différents registres de la connaissance arabe » (au propre, sous la forme des Sorabe, comme au figuré); d'autre part, ils font du bœuf (le zébu en l'occurrence), au-delà de son rôle utilitaire, « le symbole du pouvoir et de la richesse ».

C'est là, dans le temps et dans l'espace, que commence la véritable aventure historique qui aboutira aux grandes unités politiques de l'ouest de Madagascar. Tout, de nouveau, commence par une migration. Les luttes pour le pouvoir remettent en mouvement des éléments arabisés de la société antemoro. Le déplacement, orienté sud-est/nord-ouest, par le nord de l'Onilahy et le fleuve Fiherana, occupe la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle. On n'a plus affaire à des groupes constitués, mais à des *ombiasy* ou *misara*, devins-guérisseurs, spécialistes d'un savoir d'origine arabe « qui leur donnait un grand prestige auprès des différents chefs et souverains rencontrés » sur le trajet. D'une façon qui met directement en cause l'histoire muée en idéologie, ces contacts sont à l'origine de la création des différents royaumes de l'Ouest. Cette phase est brève. L'émergence d'un pouvoir dynastique, celui des Andriambolamena, a lieu entre le Fiherana et le Mangoky. Armé d'une « science politique... héritée d'un savoir étranger », le groupe dominant incorpore à la nouvelle construction les anciens habitants, dits *Vazimba* ou *tompon-tany*, « littéralement premiers habitants de la terre ». Le processus se reproduit du sud au nord, avec les segmentations successives de la dynastie. Vont émerger de la sorte, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, deux lignages royaux, les Maroserana et les Zafimbolamena, fondateurs des deux grands royaumes sakalava: le Menabe au sud, le Boeny au nord de la Tsiribihina. Il y a « extension élargie du modèle », forgé au sud du Mangoky et dans le Menabe pri-

mitif, « au fur et à mesure de la croissance démographique et du développement des forces productives ».

Derrière cet historique des royaumes à leur origine, difficile à réduire à un squelette de faits « objectifs », l'intérêt se concentre sur une « idéologie politique et religieuse... si fortement marquée dans sa logique conceptuelle... par la connaissance arabe que la filiation avec la Côte est... est proprement indubitable ». Il y a bien sûr l'aspect technique de l'encadrement territorial: partage politique de l'espace; affectation écologique des groupes autochtones dans la ligne de leur spécialisation productive; bœuf érigé en instrument privilégié du contrôle politico-social. Mais il y a bien autre chose qui donne à cet outillage force, légitimité, évidence, et en fin de compte pouvoir sur les esprits; qui donc avant le fait — la création des royaumes — rend possible, et plus tard rend compte. Cet autre chose est une manière nouvelle et parfaitement originale, « de 'penser' et d'organiser un donné social et économique qui, loin d'établir une rupture avec les populations conquises, va, bien au contraire, maintenir la continuité, ou même encore la 'révéler' entre les pratiques les plus anciennes et les nouvelles institutions politico-religieuses ». Tel est l'apport des *ombiasy*, détenteurs du savoir d'origine arabe, aux premiers souverains qui ont su le mettre en œuvre, avant — très vite — de joindre en leur propre personne cette science et leur pouvoir.

Au cœur du système, une reconstruction idéologique du passé: « la dynastie conquérante se donne... comme ancêtres les anciens chefs des territoires maintenant inclus dans son propre royaume ». Dès lors la dynastie se présente comme une suite d'ancêtres mâles, « dont le premier est l'héritier de Dieu et... le dernier le père du roi régnant ». Autour de cette notion fondamentale, et à mesure que la dynastie se constitue, se forge « l'idéologie des ampanito-vola » — Dieu, « celui qui tranche par la parole », et par extension ses héritiers royaux — dont on trouvera dans les textes de LOMBARD l'exposé en forme. Il suffira de rappeler ici quelques uns de ses éléments constitutifs, ou des pratiques qui en dérivent. Tout d'abord une organisation générale de la connaissance, sous la forme d'un « système de catégorisation du monde végétal, animal et minéral », d'où procèdent les talismans, notamment contre les maladies, elles-mêmes classifiées. La connaissance met en relation le monde des esprits et le monde des vivants, qui se correspondent. La divination par les graines, le système d'interprétation des songes, l'astrologie sakalava exploitent cette correspondance.

Un lien plus déterminant joue sur la chaîne qui relie les ancêtres historiques aux ancêtres des hommes en général, et la première place qu'y occupent les ancêtres royaux, ou *dady*. La légitimation du pouvoir s'opère dans ce cadre: celui « du rapport du monde des vivants et donc de tous les vivants à venir au monde des esprits, de tous les esprits qui remontent la chaîne de la création du monde jusqu'à Dieu ». Dans un sens, « l'homme qui est associé au pouvoir communique avec Dieu et les esprits par l'intermédiaire de la connaissance qui est une relation neutre; inversement les ancêtres communiquent avec les vivants par l'intermédiaire de la possession qui s'opère sur le mode d'une relation sexuelle ». Il s'agit là du *tromba*, « évidence idéologique ultime », et plus particulièrement du *tromba* des rois défunts. Les cérémonies dynastiques mettent en scène, à travers un rituel précis, étendu sur sept jours, le dialogue institutionnalisé avec les ancêtres royaux, physiquement présents sous la forme de reliques, et spirituellement aussi, par le rassemblement des possédés au cours de la cérémonie. A la représentation codée du temps répond une figuration symbolique de l'espace. Outre que la hiérarchie des esprits se projette sur les divi-

sions écologiques, les points cardinaux ordonnent la géographie sakalava, selon les catégories du pouvoir. Au moment de la prière aux ancêtres, le roi et les nobles, en se tournant vers le Sud, remontent la généalogie dynastique.

Le pouvoir sakalava est installé dans un temps réel et sur un territoire plus ou moins défini. Mais il trouve son fondement dans un passé reconstruit, sans âge ni extension. On sort des catégories usuelles de temps et d'espace pour entrer dans le « temps idéologique » des ampanito-vola. La marche inverse, qui descend l'échelle généalogique et va vers le Nord, aboutit à la « société achevée », dans une dimension historique et une territorialité retrouvées. A la charnière se situe « la naissance des institutions et la confection des premiers dady » (reliques). Aussi fortement enraciné dans le mythe, le système politique ne peut plus pour longtemps, de son propre mouvement, que durer et se reproduire. A une manipulation généalogique près, qui permet de maintenir le fil dynastique de la légitimité, le Boeny se construit sur les mêmes assises « idéologiques » que le Menabe. Du temps abstrait des ancêtres, on est passé, quant au vécu des arrangements politiques, à un temps relativement immobile.

Mais, bien avant que la situation interne, par une lente mais inéluctable évolution, crée à nouveau les conditions d'un changement, la continuité va se trouver rompue du fait des multiples contacts avec le monde extérieur, auxquels les Sakalava ne pouvaient échapper. L'histoire revue et corrigée, domestiquée en quelque sorte par ceux qui en ont été les acteurs, fait place à l'histoire sur les Sakalava. Jamais absent, ce point de vue domine plusieurs des articles ici rassemblés. Cette histoire ne succède pas abruptement à l'autre, elle en prend le relais, après une période de chevauchement. Les ruptures successives (au sens historique) qui la caractérisent résultent pour une part du déplacement des porteurs mêmes de son devenir: les Ombiasy, quand ils entrent en contact avec les peuples de l'Ouest; les fondateurs du Boeny, quand leur migration au-delà de la Tsiribihina les met en présence de chefferies beaucoup plus fortement organisées que les communautés lignagères rencontrées précédemment. Plus souvent, ce sont les Sakalava, qui, sur leur propre espace, ont dû faire face à l'irruption d'éléments ou de pouvoirs d'origine extérieure. Successivement entrent en scène: les navigateurs européens, acheteurs de riz et d'esclaves et, dès le xvii<sup>e</sup> siècle, vendeurs d'armes et de munitions, contribuant ainsi à la supériorité militaire du pouvoir royal: les Merina, dont les expéditions, à partir du début du xix<sup>e</sup> siècle, aboutissent à la mise sous tutelle du royaume de Mahabo, contrôlant le delta de la Morondava; les colons originaires des hautes terres, dont les premiers s'installent, dans le sillage de l'administration mérina, au cours de la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle; les Français enfin qui, à peine se sont-ils rendus maîtres, en 1897, des « hauts-plateaux », entreprennent la conquête du Menabe et, par leur maladresse, suscitent une révolte générale. Ce sont là quelques jalons événementiels le long d'une trajectoire où, sous l'impact des forces externes, la course des royaumes s'accélère vers l'apogée d'abord, puis la décadence, enfin la disparition. Le régime du protectorat, établi en 1904, accorde un bref sursis aux pouvoirs traditionnels du Menabe. Mais la noblesse ne jouit de ce délai qu'au prix d'une position fondamentalement fautive, où elle sert de médiateur entre le pouvoir européen et la masse de la population; elle s'y discrédite. L'effacement des pouvoirs anciens déplace du politique à l'économique le lieu le plus significatif des rapports entre système colonial et Sakalava. L'irruption de plus en plus massive des immigrants devient ainsi, suivant les termes de WAAST, « l'opérateur décisif des transformations », celui qui opère au contact immédiat de la société lignagère autochtone reconstituée. Irruption massive et,

d'autre part, de plus en plus diversifiée quant à l'origine des nouveaux salariés ou agriculteurs: aux riziculteurs merina ou betsileo s'adjoignent, dès les premières années de ce siècle, de nombreux *Korao* (terme désignant les ethnies du Sud-Est), recrutés d'abord par l'administration et les employeurs privés; puis des gens du Sud, chassés par la disette; enfin, par groupes entiers, des Tsimihety du Centre-Nord, dont la vigoureuse démographie alimente une expansion spatiale en forme d'infiltration.

Le point de vue qui privilégie l'histoire comme devenir des sociétés va bien au-delà de la simple « mise en place » que l'on vient d'esquisser d'acteurs venus successivement enrichir la scène politique et économique. Il est indissociable, dans cet ouvrage, d'une deuxième approche, à travers la notion d'articulation. Notion répertoriée, mais qui, appliquée par WAAST au « développement des sociétés occidentales malgaches », prend une singulière vigueur. Pour l'auteur de ce texte, son analyse porte sur « l'articulation entre le capital et les productions autochtones ». Mais il utilise lui-même ce terme dans une acception plus large: articulation de milieux naturels nécessaires à la vie, articulation des productions. En fait, sans que le mot soit nécessairement prononcé, il définit une bonne part de la problématique commune aux divers articles. Deux significations se trouvent constamment, et intimement associées: articulation au sens de charnière, de rapport structural entre deux ensembles organiquement liés; et d'autre part le processus même d'ajustement et de réorganisation qui aboutit à l'intégration réciproque ou à l'inclusion d'un ensemble dans l'autre. Dans cette deuxième acception, toute l'histoire sakalava pourrait se définir comme une suite d'articulations, presque toujours dissymétriques: dans un premier temps, la construction politique se nourrit et se complexifie; dans un deuxième temps, elle se dissout à l'intérieur du champ plus large que viennent structurer, du dehors, la colonisation, les relations de type capitaliste, le système étatique.

L'articulation *princeps*, passage de la science au pouvoir, de la connaissance arabe à l'idéologie fédérante, révèle, sous la plume de LOMBARD, une dualité de contenu: dans le système mis en place, « le pouvoir du roi s'oppose à celui de l'ombiasy et les deux *s'articulent* pour assurer le fonctionnement des institutions politiques du royaume ». Le politique donc, à la fois distinct et indissolublement lié à l'idéologie dans le fonctionnement du système. Mais l'articulation est aussi celle d'un intérieur (les *tompon-tany*) et d'un extérieur. LOMBARD a beau affirmer que « l'idéologie politique héritière d'un savoir étranger est devenue... une idéologie proprement malgache », ce qui est certainement vrai, il n'évacue pas, ce faisant, le rapport initial d'inégalité. Aussi bien, le « groupe dominant », venu du dehors, était-il « porteur d'un système idéologique, d'un système de connaissance beaucoup plus achevé que les groupes locaux ». La dissymétrie s'affirme au stade suivant, celui de l'expansion politico-territoriale. L'histoire sakalava est devenue celle « de l'intégration progressive des différentes communautés qui occupaient le territoire », et de l'application du modèle à de nouveaux espaces. L'incorporation des groupes dominés a lieu selon deux modes complémentaires: d'une part, les différents groupes *tompon-tany* se constituent « comme groupes claniques dans le cadre des structures socio-politiques institutionnalisées par la royauté »; ils sont érigés d'autre part en « unités de production » spécialisées — chasse, pêche, cueillette... — dans la ligne de leurs choix écologiques originels, et chacun occupe comme tel une place déterminée dans la nouvelle économie dominée par le bœuf et les pâturages.

A l'autre « bout » de l'histoire sakalava, l'idéologie politique n'est pas absente. L'article de Bernard SCHLEMMER envisage précisément les choses sous un angle

voisin. Face au système sakalava qui se survit dans Ic Menabe, les militaires en charge de la « Politique Galliéni » surent en dégager les ressorts, et donc la rationalité propre. Ils découvrirent ainsi les joints d'une articulation provisoirement profitable aux intérêts de la colonisation. Et ceci, tout en montrant une totale incapacité à saisir les fondements de comportements économiques jugés par eux aberrants. Si les préoccupations politiques occupaient alors le devant de la scène, dans le jeu et la pensée des acteurs, c'est qu'il s'agissait encore d'un espace marginal. De ce cœur géographique du pays sakalava, il paraissait « à peu près impossible de tirer jamais profit ». Le vrai enjeu, inhérent au nouveau système qui se mettait en place, n'allait se révéler que peu à peu et non sans flottements du côté des pouvoirs publics. C'est ce primat de l'économique, progressivement dégagé dans les faits, qui fonde l'étude de FAUROUX: examiner « les formes d'articulation qui s'instaurèrent au cours de l'époque coloniale, entre l'économie coloniale et l'économie sakalava lignagère ». Et celle de WAAST: analyser en fonction de la colonisation, et comme « processus historique restructurant la société en plusieurs phases », « l'articulation entre le capital et les productions autochtones ». De ces formulations parallèles procèdent, on s'en rendra compte, des textes nullement contradictoires mais dont les résonances diffèrent subtilement.

Comme aux temps de la création des royautes sakalava, la dialectique est toujours celle des rapports entre une société englobante et une société englobée. L'une a la maîtrise globale de l'espace; l'autre, qui est multiple, n'a que celle de *son* espace. Dans la société sakalava d'autrefois, la « base lignagère » était « immergée dans le réseau des rapports institués par la royauté ». (WAAST) Dans « la juxtaposition de groupes familiaux courts, sans généalogie commune, incapables de communiquer, de réguler leurs relations ou d'organiser leur coopération sans l'intermédiaire du représentant royal » résidait « le nœud de la construction politique ». *Mutatis mutandis*, les choses, en leur principe, ne sont pas fondamentalement différentes à l'intérieur de l'état colonial ou post-colonial. Le modèle englobant/englobé, dominant/dominé, a moins changé de forme que de contenu: l'économie-moyen a fait place à l'économie-fin. La complexité d'ensemble, d'autre part, est devenue bien plus grande. L'articulation générale se décompose en une variété d'articulations particulières, à la jointure desquelles il peut fort bien arriver que l'aspect purement social ou technique des rapports passe au premier plan.

En dernier ressort, la médiation est bien d'ordre économique, mais elle fait le détour par le haut du système. Aux niveaux intermédiaires, les « Indiens », commerçants ou détenteurs de terres, dont il n'est pas beaucoup question dans ce volume, ont toujours été, vis-à-vis des autres groupes, en position d'acteurs économiques conscients. Mais les « émigrants » en provenance de diverses régions de l'Ile ont avec les Sakalava un jeu relationnel beaucoup plus riche. Techniquement parlant, Française le BOURDIEC n'est pas la seule à reconnaître en eux les initiateurs des formes évoluées de la riziculture: dans le delta de la Morondava, les colons merina et betsileo ont apporté, avec la riziculture irriguée, « une innovation considérable ». (FAUROUX) Dans la vallée de la Maningoza, où les Antaisaka sont majoritaires parmi les non-autochtones, l'articulation technique demeure fonctionnelle: les immigrés assurent en général le contrôle de l'irrigation, les Sakalava prêtent leurs bovins pour le piétinage des rizières. (Le BOURDIEC) Dans la sphère sociale, les relations s'organisent autour du thème central du transfert du droit d'usage sur le sol productif. Il y a là le principe d'une « extorsion » dont on verra qu'elle peut être poussée assez loin. Mais le rapport économique se double d'une floraison de formes de participation

sociale et rituelle, qui contribue d'une autre façon au « renforcement du système lignager » dont parle WAAST. Sauf au dernier stade de décomposition de l'organisation lignagère, la stratégie locale n'est économique ni au niveau des fins dernières, ni entièrement par les moyens qu'elle utilise.

Pour en finir avec le concept d'articulation, il est intéressant de noter les cas où la jonction des ensembles, réalisée au niveau supérieur, avec les réorganisations qu'elle entraîne, ne l'est pas aux échelons du dessous. Dans le Menabe, il existe « une petite agriculture marchande Betsileo ou Antaisaka, pratiquement indépendante de tout rapport avec les Sakalava ». (FAUROUX) Les anciens villages de migrants y ont souvent, en plus d'une existence distincte, un terroir en propre. Ailleurs, cette autonomie réciproque exprime le retrait des éleveurs sakalava, vers les secteurs écologiques excluant la compétition d'autres formes d'utilisation du sol. Convergence de hasard, influence d'un milieu naturel fortement différencié, ou rémanence de la vieille organisation politico-économique des royaumes sakalava, la ségrégation actuelle rappelle les formes les plus anciennes du partage de l'espace. Quant elle existe. Plus proches des instances coloniales, d'autres formes de non-communication, d'articulation mal ou incomplètement réalisée, affleurent dans les textes. WAAST note que jusqu'à la première guerre mondiale « le capital productif échoue » dans sa région; seule « l'instance politique », c'est-à-dire l'administration coloniale, réussit l'articulation. C'est seulement entre les deux guerres, grâce à l'afflux de salariés migrants, que les possibilités d'investir pourront être débloquées. Même situation au Menabe, où « les structures d'une économie de marché ont été mises en place dès les débuts de la colonisation, mais leur fonctionnement s'est avéré d'emblée extrêmement laborieux ». (FAUROUX) Ici, toutefois, l'analyse, poussée à son terme logique et chronologique, fait conclure: « Tout se passe comme s'il y avait eu une simple juxtaposition des sociétés Sakalava et coloniale, chacune d'elles campant sur ses positions. La société coloniale s'est contentée de prélever sans effort, sans investissement et sans risque les fruits modestes d'un certain surtravail imposé à la population Sakalava ».

Cette phrase contient en mineur la définition même de l'extorsion: obtenir d'un groupe ou d'une catégorie sociale la production d'un surplus excédant ce qui est nécessaire à la vie, et en capter tout ou partie de la valeur. Ce qui frappe, en pays sakalava, c'est la constance depuis les origines historiques, sinon de l'extorsion à proprement parler — concept inséparable de l'idée de violence faite — du moins d'un prélèvement systématique opéré par, et au bénéfice des instances supérieures de la société. L'articulation a toujours fonctionné comme le lieu du prélèvement. A partir des prestations exigées de leurs sujets, ou du produit des razzias, les souverains anciens accumulaient les biens de prestige destinés à la circulation cérémonielle, ou à une « thésaurisation ostentatoire »; le produit alimentaire aussi la traite côtière. L'effet commun était de renforcer le pouvoir royal. La décadence du système politique, l'instauration du pouvoir colonial, la mise en place de l'appareil capitaliste, les réorganisations sociales consécutives, n'ont pas mis fin au prélèvement des surplus. Elles en ont seulement déplacé les points d'application, et changé les bénéficiaires. Dans la nouvelle organisation des rapports de production et d'échange, laissons de côté ce qui apparaît banal dans le contexte rural de la colonisation: les entreprises agricoles à caractère d'enclaves; le réseau commercial installé pour le drainage des produits; la valeur marchande qu'acquiert la terre en fonction des cultures de vente; l'appui direct ou indirect de l'Etat aux planteurs ou commerçants étrangers au pays. Il reste comme traits marquants, dans l'Ouest et le Nord-Ouest sakalava, la dissémi-

nation — on pourrait presque dire: la démocratisation — progressive d'une extorsion de mieux en mieux caractérisée; la substitution, dans le rôle d'« exploités », aux esclaves de jadis, des immigrants actuels; enfin la généralisation d'une forme particulière de prélèvement: le métayage.

Touchant le premier point, ce sont les *tale*, gestionnaires des groupes lignagers de descendance qui, dans un premier temps, ont recueilli l'héritage des anciens bénéficiaires: le roi, son entourage, la noblesse (qui représentait la royauté auprès des groupes locaux subordonnés). Le contrôle des troupeaux les mettait en position « d'exiger le surtravail » (WAAST) de leurs dépendants. Depuis la dernière guerre, « le mouvement porte à la segmentation lignagère accrue », et à la libération des femmes. Ces dernières, dans le Nord-Ouest, ont monté des formes originales d'extorsion, à la faveur d'une véritable décomposition sociale. Le second trait procède au départ d'une constatation: la société sakalava ancienne était esclavagiste. Un groupe lignager sans esclaves se serait trouvé « confronté à de redoutables problèmes pour assurer sa survie, car la nécessité de se livrer aux tâches domestiques et agricoles diminuait son aptitude à une mobilisation militaire permanente », et risquait de le conduire lui-même à la servitude. Un des premiers actes de la colonisation fut d'abolir l'esclavage. On ne peut pas dire que les migrants se soient substitués aux esclaves. C'est la mise en culture des *baiboho* — terres alluviales hautes, à fertilité néanmoins renouvelée — qui, à partir de la flambée des prix du pois du Cap pendant la guerre de 1914-1918, a fait naître un « brusque intérêt pour la terre » (FAUROUX), jusqu'alors dépourvue de valeur en soi, et librement concédée aux immigrants. Les nouveaux venus ont eux-mêmes proposé la solution du métayage, « tout à fait courante dans leur pays d'origine ». Rien, par conséquent, qui ressemble à une filiation. La rente foncière n'en représente pas moins, pour les groupes détenteurs du sol, l'équivalent structural de la rente de travail fournie jadis par le capital-esclaves, peut-être aussi la perpétuation d'une habitude sociale. Le métayage, par ailleurs, c'est notre troisième point, s'est imposé, sous diverses variantes, comme la formule à tout faire de l'échange terre-travail. C'est elle qui a permis à la « fringale de terre » (WAAST) manifestée par les colons européens ou assimilés de déboucher sur le profit, en utilisant au meilleur compte les facilités de la législation foncière coloniale. À côté des plantations agro-industrielles du Nord-Ouest et du Betsiriry, l'entre-deux-guerres vit ainsi se multiplier, à la faveur du brusque afflux des migrants du Sud-Est, les « domaines latifundiaires ». Comme l'écrit FAUROUX, en définitive, « le seul mode efficace d'extorsion du surtravail consista, pour la colonisation, à confisquer purement et simplement la rente foncière sakalava ».

### LA VISION RENOUVELÉE D'UNE SOCIÉTÉ

Dans le fil d'une lecture historique des rapports intérieur-extérieur, et par le truchement des concepts emboîtés d'« articulation » et d'« extorsion », ce sont les avatars, les métamorphoses du système social au sens le plus large qui sont mis en relief et reçoivent un éclairage. A propos d'une société particulière, l'approfondissement théorique est certain, tout en laissant le lecteur libre de suivre ou de se distancer. Un autre résultat, sans doute moins voulu, a été de mettre en valeur, à travers le temps et l'espace, quelques « constantes » du système sakalava. Le constat de ces grandes permanences ne renvoie pas tant au projet collectif de départ qu'il n'exprime une sorte de convergence, à l'arrivée, entre les différentes contributions. Il vaut

d'autant plus la peine d'en parler. Tout n'est pas inédit. Cependant, même quand il n'y a pas « révélation », la rencontre et l'accord de recherches distinctes font avancer les choses : ils apportent confirmation, autorisent à généraliser, et insèrent l'acquis dans une cohérence globale qui lui assigne sa véritable signification.

Que le bœuf soit le pivot de l'organisation sakalava, on le savait depuis les travaux de MOLET, comme WAAST a l'élégance de le rappeler. On trouvera chez cet auteur, dont le travail pionnier n'apparaît aucunement démodé, le détail d'un extraordinaire raffinement classificatoire appliqué aux coloris de la robe, à la configuration des taches et à la forme des cornes. Bien au-delà de l'anecdotique, la fonction du troupeau est de pouvoir d'animaux un double cycle cérémoniel et matrimonial. Leur sacrifice ou leur circulation permet de réaffirmer l'identité des groupes lignagers et d'ordonner la répartition de la fertilité humaine. L'enjeu est donc capital. Mais la règle oblige à produire, pour chaque circonstance particulière, des bêtes d'une catégorie déterminée. Tout dépend de la qualité et du statut respectif des donateurs et donataires, de la nature de l'événement célébré, etc. (WAAST) De là, la nécessité d'une gestion centralisée, hiérarchisée... Pour les catégories manquantes, les possesseurs personnels d'animaux puisent au troupeau lignager, et les gestionnaires lignagers, en cas de besoin, au troupeau royal, qui sert de « clôture » à toute la pyramide. Cette rareté organisée fonde un ordre où chaque échelon place en position de dette l'échelon subordonné et où, de proche en proche, les relations de pouvoir sont intimement solidaires des équilibres sociaux. Le rôle de « réserve » dévolu aux troupeaux des nobles, représentants du roi, assure dans chaque voisinage le contrôle des relations interlignagères. Sur un plan différent, les nécessités techniques de l'élevage commandent la dimension optimale des troupeaux et, par voie de conséquence, celle des groupes territoriaux. Elles gouvernent également jusqu'à un certain point, en fonction de l'écologie, la distribution géographique des communautés résidentielles.

Telle apparaît, en gros, la place du bétail dans la société sakalava ancienne. Du moins chez les groupes numériquement et politiquement dominants. Peu d'informations sont disponibles sur les aspects matériels et les contraintes qui, significations sociales mises à part, faisaient aussi de l'élevage un système pastoral. Or c'est cette face des choses que considèrent aujourd'hui, en priorité, les spécialistes de la question. On se trouve donc, dans cet ouvrage même, en présence de deux registres de la connaissance. D'un côté, celui des sciences sociales, l'insistance est mise, parallèlement au processus contemporain de « régression vers l'anarchie politique pré-Maroserana » (FAUROUX), sur la prise de contrôle des troupeaux à des niveaux de plus en plus bas. D'une façon générale, « la visée des hommes 'dépendants' est d'accéder à la position de *tale*, de constituer autour d'eux un groupe capable de réunir suffisamment de bœufs pour former un troupeau autonome : le segment (lignager) peut alors prendre son indépendance ». (WAAST) Pour les anciens esclaves, dits *Makoa*, l'enjeu est encore plus décisif. Il s'agit d'une véritable reconnaissance sociale. Se constituer en groupes familiaux, sur le modèle des hommes libres, en s'appuyant sur des « troupeaux assez nombreux et diversifiés, pour faire face aux obligations rituelles interlignagères » (WAAST) : tel était, après leur « libération », l'objectif. Le moyen : une activité précoce et insolite, dès avant la guerre de 1914-1918, dans les cultures marchandes, qui à l'époque ne tentaient pas grand-monde.

Bien plus tard, dans l'Ambongo où a travaillé WAAST, c'est le tour des femmes. Leur « promotion » fait l'objet, dans ce volume même, de l'analyse détaillée qu'appelaient la situation, tout à la fois exceptionnelle et exemplaire, décrite dans les « Concus-bins de Soalala ». La femme qui a réussi vit entourée d'enfants nés de migrants répar-

tis chez eux, ou avec un jeune homme pris sans dot et qu'elle fait travailler sur ses plantations, quitte à s'en débarrasser le jour au lendemain s'il vient à lui déplaire. Se constituer un troupeau personnel est une étape obligatoire du cursus. Il s'agit de rendre possible l'émancipation de frères ou de cousins, parmi lesquels, le nouveau segment constitué, la femme aura ses coudées franches. Un double chantage, vis-à-vis des siens et du mari provisoire ou du concubin, l'aide à accumuler les biens. Une fois de plus, entre le sociologique et l'économique, tout se tient. Les diverses lignes d'évolution convergent vers le fractionnement du bétail en unités modestes, sans rapport avec les troupeaux d'autrefois : quelques dizaines de bêtes. La « passion des Sakalava pour les bœufs » ne disparaît pas pour autant : ils restent « le mode dominant d'accumulation ». Mais la domination démographique et sociale n'en dépend plus : « les bœufs sont devenus une sorte de 'cul-de-sac social' ». (FAUROUX)

L'autre son de cloche procède d'un collationnement attentif des sources statistiques, et de l'évaluation précise du potentiel agrostologique. Le plafonnement des effectifs bovins est de nouveau mis en lumière, mais au niveau d'ensemble et non plus des troupeaux individualisés. C'est une des conclusions qui ressort de l'article de Gérard DANDOY, consacré à la région de Morondava, dans le Sud-Ouest du pays ; sa portée dépasse largement le secteur étudié. Ce qui frappe, depuis une quarantaine d'années, c'est l'augmentation très lente et irrégulière du troupeau régional. C'est aussi, dans l'ensemble, la saturation des pâturages. Dans le domaine pris en considération, les effectifs (ajustés pour tenir compte de la dissimulation pratiquée par les éleveurs) s'élèveraient, en gros, à 1 200 000 têtes, en regard d'une charge-limite calculée de 960 000. Les 20% de veaux de l'année, qui ne pâturent pas, réduisent cependant l'écart. Compte tenu du mouvement des troupeaux vers les bas-fonds, en saison sèche, le potentiel naturel — très inégalement réparti — semble utilisé de façon relativement homogène. Mais l'agriculture, en colonisant ces secteurs cruciaux, aggrave le déséquilibre. Le surpâturage n'appauvrit pas seulement les savanes : il conduit d'ores et déjà à leur embroussaillage et leur réboisement. Il faut s'éloigner des centres vitaux — deltas, ports — pour retrouver « au sud de la Maharivo comme au nord de la Tsiribihina... d'immenses terrains de parcours », encore faiblement exploités. (FAUROUX)

Des chiffres peu contestables contredisent, d'un autre côté, « les conceptions devenues classiques sur l'élevage dans l'Ouest-malgache » : loin de faire l'objet d'une « rétention » sociologique, génératrice de sous-exploitation, le troupeau de la région de Morondava subit un prélèvement annuel — essentiellement sous la forme d'animaux de boucherie expédiés vers les hautes terres — de l'ordre de 10%. Ce chiffre dépasse, quoique légèrement, le disponible théorique. Tout se passe comme si les éleveurs sakalava tiraient dès à présent de leur bétail un plein parti monétaire. Peut-être même vont-ils jusqu'à ramener plus ou moins délibérément ses effectifs au niveau des ressources fourragères. On est frappé, en tout cas, de constater à quel point le niveau des ventes varie en fonction des fluctuations du marché. Tout ceci contredit absolument « l'image d'un domaine figé où le 'culte du bœuf' tiendrait lieu de rationalité ». Notons qu'il n'y a pas qu'à Madagascar que certains clichés (l'élevage « sentimental » ou « contemplatif ») soient remis en cause. La même « révision déchirante » a eu lieu ces dernières années dans le Sahel Ouest-africain, notamment à propos des Peul : voir les publications de Jean GALLAIS.

Le deuxième grand constat, à la lecture des textes, porte sur la vitalité et la résistance du système lignager d'organisation de la société sakalava à la base. Au cours des temps, celui-ci s'est montré capable aussi bien de s'intégrer à une structure

politique d'ordre supérieur que de reprendre son indépendance le moment venu. Il a même réussi, jusqu'à un certain point, à résister au double impact de l'administration territoriale et de l'entreprise capitaliste. La « base lignagère » de l'ancienne société sakalava comportait, comme principal échelon, des « groupes » dont chacun réunissait, « autour d'un fort noyau agnatique, des patrilignées d'origine parfois féminine, et quelques esclaves ». (WAAST) L'ancêtre de référence se situait à cinq ou sept générations en arrière. Chaque groupe disposait d'un territoire propre, où il déployait sa mobilité. Les segments associés reconnaissaient individuellement l'autorité d'un aîné, son *mpitoka*, et collectivement celle — fondée sur des décisions unanimes — de l'un des *mpitoka* du groupe. Du point de vue des individus, l'appartenance lignagère conditionnait l'existence sociale et la sécurité. L'inclusion des lignages dans la construction monarchique se faisait par le relais « politico-idéologique » (FAUROUX) du clan, par l'intermédiaire du représentant royal et à travers « des rapports complexes de vassalité suzeraineté ». Le contour et les relations des diverses instances de cet « entre-deux » se discernent du reste assez mal.

Ce qui est sûr, c'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle « l'institution monarchique Marosera est en crise profonde », et qu'« il n'y a plus de pouvoir politique réellement reconnu au-dessus des groupes territoriaux de parenté ». Mais rien ne vient « sérieusement compromettre la permanence des institutions lignagères », même si chaque groupe se trouve désormais « dans une situation plus incertaine ». Un pas de plus est franchi avec l'irruption coloniale, la révolte et sa répression. La segmentation fait des progrès, chaque segment tend à ignorer les autres, et la territorialité des groupes de base se renforce. Ceux-ci ne rassemblent plus que de « micro-lignages » ou des fragments réunis « au hasard parfois de solidarités récentes, créées par la guerre et la résistance ». (WAAST) Par les regroupements qu'elle ordonne, l'administration française contribue à cette évolution. Jusqu'aux années 1950, la société lignagère a pu poursuivre « sa vie imperturbablement ». Pour la menacer dans ses fondements, au moins dans des secteurs tels que l'Ambongo, il a fallu le déferlement des migrants, le développement massif des plantations arbustives, la mainmise individuelle sur le sol, la généralisation de la rente foncière, la saisie par les femmes de leur propre rente matrimoniale.

Le troisième point important mis en lumière par les analyses est la remarquable « imagination » sociale des sociétés de l'Ouest-malgache, leur aptitude à s'« inventer » de nouveaux types de rapports internes, de nouvelles configurations, pour satisfaire leurs besoins essentiels et assurer leur survie. Quand, sous le choc de la colonisation, s'effondre l'organisation politique, et que la « médiation noble » cesse de régler les rapports entre lignages, les segments localisés « développent en lieu et place l'alliance à plaisanterie *lohateny* », selon un modèle original de relations horizontales substituées à la solution verticale qui fédérait par le haut. (WAAST) Le rapport « *lohateny* » s'accompagne, chaque fois qu'il fonctionne, de dons et contre-dons où se réaffirme l'identité des lignées. Il charpente l'espace de chaînes cérémonielles. Dans le Menabe, il existe un « équivalent très exact » du *lohateny*, le *ziva*. (FAUROUX) On croit deviner que ces pratiques sociales faisaient déjà partie du vieux fonds lignager. L'innovation aurait donc consisté à les tirer de la panoplie dormante pour leur faire jouer, au niveau où s'en manifestait le besoin, un rôle structurant essentiel.

Plus tard, et à un échelon inférieur, la perte d'efficacité du système lignager crée à son tour un vide dans le domaine des tâches agricoles et pastorales. La nécessité suscite alors de « nouvelles formes de coopération dans le travail », entre des unités de production familiales de plus en plus autonomes au plan technique, et de moins

en moins liées par les inter-obligations au sein du lignage. Apparaissent alors, dans le Boïna (Boeny) des groupes de camaraderie constitués, aussi bien que la pratique des invitations au coup par coup. Dans le Menabe, le passage à l'agriculture sédentaire oblige pareillement les Sakalava à « définir des formes de coopération qui n'existaient pas dans le système de production traditionnel ». (FAUROUX) Là où les immigrés sont nombreux, des modèles d'organisation leur sont empruntés. A défaut, « de véritables concertations collectives » ont parfois lieu « pour décider de la marche à suivre », et des solutions inédites voient le jour. Ainsi s'esquisse une différenciation régionale à l'intérieur du grand Ouest.

A cet égard, les choses sont encore plus nettes dans le cas de la « dot ». Déjà, en comparaison du Boeny, en tout cas de l'Ambongo, l'accent est mis davantage au Menabe sur les enfants qui naîtront, et font le moment venu l'objet d'une compensation matérielle, que sur la femme cédée par un lignage. Mais l'écart se creuse encore, quand les cultures commerciales et l'argent qui en dérive entrent en jeu. A Soalala, la dot, mise en quelque sorte aux enchères, devient le moyen d'une extorsion; elle permet un temps aux responsables lignagers de maintenir, ou de placer sous leur contrôle les jeunes et les migrants. « Rien de tel dans le Menabe, où les rapports marchands ont été maintenus entièrement à l'écart des mécanismes de reproduction du système lignager ». (FAUROUX) Ces divergences sont significatives. Elles témoignent d'une aptitude à réorganiser les rapports sociaux, à la limite dans des directions opposées, en fonction des circonstances et des situations localisées.

On en retrouve l'équivalent technique et économique au cœur des systèmes de production régionaux. Face aux initiatives coloniales ou à celles de l'Etat, se prévalant du « développement », ce n'est pas tant « l'opposition » ou la « résistance » des partenaires locaux qui appellent l'attention que ce que WAAST désigne comme « la contre-pratique, déformante, d'une société organisée et soucieuse de se reproduire ». Autrement dit, le retournement des stratégies par ceux-là mêmes qui se les voyaient appliquer de l'extérieur, avec une place assignée. Mais l'imagination, la créativité, la liberté d'initiative se vérifient bien davantage dans des situations plus ouvertes, où les contraintes externes ne s'exercent que de façon indirecte, à travers l'occupation, par des « enclaves » étrangères, d'une part variable des meilleures terres, celle des Baïboho. Tel est un des sens à donner au texte de J. P. RAISON, et à la comparaison qu'il institue entre deux villages, éloignés l'un de l'autre, de la dépression qui forme transition entre le monde sakalava et celui des hautes terres: d'un côté, au nord, le pays de Maevatanana; de l'autre, au sud, le Betsiriry. Dans l'un et l'autre cas, le peuplement est « hétéroclite », et les gens de l'Ouest minoritaires. Mais l'agriculture s'y est développée, sous sa forme marchande, dans l'ensemble « indépendamment de l'appartenance ethnique ». On est parti du tabac, qui reste cultivé dans le Nord, pour concentrer depuis un certain temps les efforts sur les haricots à Bepeha, le village du Sud, et les arachides à Anjiakely, celui du Nord. D'autres villages du secteur de Maevatanana en sont aux tomates et aux oignons qui, compte tenu de la qualité et de la quantité des terres disponibles, rémunèrent davantage le travail.

L'important, toutefois, d'un point de vue tourné vers la société locale, n'est pas là. L'accent est à mettre, d'abord, sur l'impossible maîtrise du milieu naturel, même avec des moyens modernes. Relief et régime des eaux, notamment lors du passage des dépressions cycloniques, se combinent pour engendrer des crues violentes et imprévisibles. La topographie de détail, qui règle le choix et l'agencement des cultures, réagit par une extrême instabilité: baïboho emportés, sols limoneux

enterrés sous des dépôts sableux, cuvettes à vocation rizicole progressivement comblées. Ceci est le lot de tout l'Ouest malgache, mais spécialement de la « dépression périphérique » dont les habitants sont en quelque sorte en première ligne, vis-à-vis des flots qui dévalent des hautes terres. Plus encore que dans les zones alluviales deltaïques, leur agriculture « doit s'organiser en fonction de mutations du milieu qu'on ne peut prévoir mais qu'on doit attendre ». Elle y parvient remarquablement : « au gré des variations des fleuves, secteurs mis en valeur, cultures pratiquées se modifient parfois d'une année sur l'autre ». Ce qui exclut toute fixation du paysage, et même toute intensification agricole, dans le sens de soins apportés à la fertilisation du sol (qui reste entièrement tributaire de l'inondation annuelle). L'investissement se fait exclusivement en travail, à travers une culture soignée qui reçoit, directement ou indirectement, le renfort de la charrue, « devenue très normalement un instrument indispensable ». L'élevage à son tour s'est réajusté autour des bœufs de traits, dont l'embouche a remplacé la vieille pratique économique du naissage à destination des plateaux.

L'adaptation écologique, collant aux variations du support, et l'esprit d'innovation à l'affût, ont leur pendant, ou leur complément, du côté économique. Les forces non maîtrisables sont ici celles du marché, et les villageois qu'étudient RAISON montrent la même ingéniosité à s'y adapter. Le pas décisif a consisté à substituer au tabac, qui les rendait dépendants d'un marché ou d'acteurs extérieurs, des productions répondant à une demande intérieure, spécialement celle de la capitale, où les prix ne font guère que monter. A Anjakely, où les relations avec Tananarive sont faciles, les habitants ont pris en mains la commercialisation directe de leurs arachides. Même le tabac, par le truchement de filières clandestines, reste en partie sous leur contrôle. Il y a là, assurément, un progrès décisif, dans la mesure où il refoule les articulations majeures — avec les contraintes, les difficultés d'ajustement et les possibilités d'extorsion qui s'y localisent — à l'extérieur du système de production et de vente.

### QUELQUES INTERROGATIONS

On s'est efforcé, dans les deux premières parties de cet article, de relever et mettre en lumière les points forts et les convergences des textes. Mais ces travaux suscitent d'autres questions; ils laissent de côté ou dans la pénombre certains points de vue également applicables à la connaissance des sociétés et de leur espace de vie. Les lignes qui suivent, et qui n'engagent que leur auteur, ont pour objet d'explorer cet au-delà des articles et de leur lecture attentive.

On ne peut pas ne pas s'interroger, d'abord, à propos des royaumes sakalava, sur le pouvoir à l'œuvre derrière les divers types de prélèvements, ses tenants et aboutissants, sa relation à l'économique. Si l'on suit bien LOMBARD, à l'origine des constructions sakalava, le savoir a fondé le pouvoir, et celui-ci, par la répartition des tâches, et l'affectation des groupes à des milieux spécialisés, a rendu possible la captation des biens en surplus. On n'est pas si loin, en apparence, de Pierre CLASTRES : « la relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation » (1). En fait, la question n'est pas tout à fait là. On la poserait volontiers

(1) Pierre CLASTRES, *La société contre l'Etat*. Paris. Editions de Minuit, 1974. 187 p. (p. 169).

sous la forme suivante: qui est en dette vis-à-vis de qui? Les habitants, éternels redevables, vis-à-vis du pouvoir royal et de ses représentants, selon le modèle de la société étatique, telle que la voit CLASTRES? Ou bien la hiérarchie d'autorité vis-à-vis de la société, « lieu véritable du pouvoir », selon la logique de sa « société primitive »? C'est tout le problème du service rendu qui mériterait examen. Affaire de degré et d'appréciation, répondra-t-on sans doute. C'est bien une réponse nuancée qui se lit en filigrane dans les textes, où les termes d'« extorsion » ou de « bureaucratie tribale » n'apparaissent, à une ou deux mentions près, qu'à propos de l'articulation coloniale. Il est nettement précisé, d'autre part, que le clivage aînés-cadets n'a pas joué, avant la phase contemporaine, de rôle déterminant.

Tout change avec la colonisation. Dans le vocabulaire qui connote les situations caractérisées de dépendance liées au nouveau contexte, libre au lecteur de se sentir à l'aise ou non. Mais sûrement pas d'écarter le fait en lui-même, à savoir la généralisation de rapports économiques inégalitaires. Ce n'est pas seulement dans les secteurs où a travaillé RAISON qu'« une classe de propriétaires aisés s'ébauche, désireuse d'accroître sa richesse, en obtenant sans doute de meilleures conditions de vente, mais aussi les moyens fonciers (...) et financiers (...) d'un accroissement de sa production ». Que, de proche en proche, les nouveaux rapports économiques en viennent à ruiner, « à décomposer » la société sakalava, sous ses formes héritées du passé, cela aussi ne saurait être contesté. On peut le regretter. Mais à partir de quels critères? Et qui peut être juge, en définitive, sinon les seuls intéressés? Quant au mouvement qui porte à la recherche du gain individuel, est-ce simplement l'effet de la « violence » appliquée de l'extérieur aux personnes et à la société? La violence n'est pas niable. Suffit-elle à faire naître les appétits? On la verrait plutôt déplaçant vers de nouveaux points d'application les pulsions à l'œuvre dans l'ancienne société: de la recherche en soi du pouvoir (ou du prestige) vers l'acquisition des biens comme condition de ces avantages.

En tant que structure de pouvoir, pyramide de médiations s'exerçant de niveau en niveau jusqu'au Roi, l'ancienne organisation sakalava a été mise à nu. On la voit se constituer (à travers les écrits de LOMBARD), puis fonctionner. Mais l'éclairage donné au contrôle politique et social ne s'étend qu'imparfaitement au concret de la territorialité. Ce flou est déjà, en soi, significatif. Il révèle une société politique à faible emprise sur l'espace, où le système de liens se projette sur l'étendue plus qu'il ne s'inscrit dans un espace fermement organisé. Le « développement historique de la royauté sakalava, écrit LOMBARD, ne lui permettra pas d'atteindre à un niveau d'organisation politique aboutissant à la constitution de son territoire à l'intérieur de frontières juridiquement définies ». Il en va de même aux niveaux subordonnés. Les clans constitutifs du royaume, les groupes écologiquement spécialisés, tous anciens habitants de la terre, s'inscrivent « à l'intérieur d'un sous-territoire dans le cadre duquel et selon la place qu'ils occupent dans l'ensemble politique sakalava, ils conservent leur indépendance sociale et économique ». (LOMBARD) Mais c'est une localisation lâche, de facto, une « zone d'occupation ». A la base, enfin, FAUROUX montre bien le caractère sociologiquement et territorialement fluctuant des groupes de cohabitation: « la terre, en quantité pratiquement illimitée, n'était appropriée que collectivement et temporairement ».

Tout indique qu'à l'époque de la royauté les liens directs l'emportent sur la médiation par le territoire organisé et administré. Pour changer cet état de choses, fixer les gens, établir « les rapports sociaux quotidiens sur la base dominante des rapports de résidence » (FAUROUX), il a fallu l'Etat colonial, porteur d'un tout autre

modèle spatial, et un fort accroissement démographique. Pourtant, par-delà le flou territorial et l'absence de frontières nettes, extérieures ou intérieures, l'articulation du politique et du spatial émerge sous trois formes différentes, dans des textes qui ne sont pas spécialement préoccupés du problème. On voit apparaître, tout d'abord, discrète et plutôt sous-jacente, la notion d'une dimension critique, de l'impossible maîtrise, avec les moyens idéologiques et politiques disponibles, de constructions politiques dépassant une certaine taille. Beaucoup plus nette est l'idée d'une organisation concentrique, où le pouvoir s'affaiblit à mesure qu'on s'éloigne du lieu central d'où il s'exerce. Les franges sont le lieu d'une relative autonomie politique, on y échappe aux prestations. Les « marches » sont les « zones-refuges des branches écartées du trône, et leur lieu de départ pour le reconquérir ». (WAAST) En poussant les choses un peu plus loin, on verrait la périphérie des grandes aires politiques comme une sorte de réserve, de marge laissée au « possible », de pôle externe d'une opposition structurale entre présent et futur. Les espaces marginaux ont continué à jouer leur rôle sous la colonisation, en devenant, pour les branches « résistantes » de l'aristocratie, des fiefs « d'opposition sourde ». (WAAST) Dernier aspect de l'organisation spatiale ancienne: l'impossibilité d'une « fermeture ». L'institution monarchique et ses rouages subordonnés, jusqu'au niveau des segments lignagers, vivaient de prélèvements. « Mais il n'était pas possible de rançonner à l'infini des sujets, d'ailleurs peu nombreux. Il devint donc nécessaire d'organiser des expéditions hors des frontières du royaume, et de plus en plus lointaines au fur et à mesure que les voisins avaient été pillés ou s'étaient ralliés. » (FAUROUX) La dynamique du système, postulant une extension indéfinie, ne pouvait que le ruiner à terme: rendement décroissant des razzias à trop grande distance des bases de départ, heurts inévitables avec la solide organisation merina.

On touche ici, par le biais de l'espace, à une nouvelle interrogation. Les royaumes sakalava sont-ils morts d'un affrontement avec les Merina d'abord, puis les Français, ou leur organisation contenait-elle en elle-même les germes de sa destruction? Plus précisément, le choc extérieur a-t-il fait autre chose que hâter ou devancer une décomposition inévitable? Sans vouloir refaire l'histoire, on enregistrera, avec FAUROUX, la « crise profonde » où se trouvait l'institution monarchique maroserana à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Resté indépendant du pouvoir merina, le pays au nord de la Tsiribihina n'était pas épargné. La « décadence », au Boeny, était d'autant moins évitable que le « modèle » politique idéal n'avait jamais pu complètement s'y réaliser. D'autres porteurs de la connaissance arabe, les Antalaotra, venus directement du Nord, avaient précédé les conquérants sakalava. Des principautés y existaient déjà, fondées sur des bases idéologiques comparables. De là, dès le départ, un « émiettement considérable » et des « légitimités en concurrence ». (LOMBARD)

A la jonction du politique et de l'économique, la terre et le travail, comme facteurs de production contrôlés par les forces sociales, reçoivent une attention légitime. Du passé au présent, s'agissant de la première, le renversement est souligné: l'accès au sol, à tous les niveaux, passait jadis par les rapports sociaux, appartenance des familles à un lignage, inclusion des lignages dans le système politique. Le métayage aujourd'hui, par le truchement de la terre, engage au contraire une procédure d'insertion, tout au moins de légitimation sociale. Quant au travail, les rassemblements dont la parenté était autrefois le principe ont fait place, pour des tâches d'ailleurs différentes, à des formes de coopération procédant davantage du voisinage pur et simple, et débordant même les limites ethniques dans le cas des bœufs prêtés pour le piétinage des rizières. A l'exemple des entreprises agricoles étrangères, les « grands

planteurs », sakalava ou immigrés, rémunèrent une main-d'œuvre salariée. Cependant, dans les villages étudiés par J. P. RAISON, l'engouement pour les cultures commerciales ne détermine qu'une faible demande de bras supplémentaires. Malgré le réservoir tout proche des hautes terres, grâce aussi à la diffusion des charrues, l'exploitation tend vers une formule « franchement individuelle ». A la limite, la distinction se brouille entre rapports de travail et rapports fonciers. Dans le cas des *jaloko* (concubins) ou du mariage à répétition des femmes sakalava de l'Ambongo, la condition des jeunes et des migrants participe à la fois de celles de preneurs de terres et de salariés.

En même temps qu'à une logique sociale, d'ailleurs complexe et non exempte de contradictions, les systèmes de production, en pays Sakalava, répondent à une logique technique, qui a ses propres exigences. Les problèmes d'organisation qui se posent aux exploitants sont pleinement mis en lumière dans l'étude de deux villages de la dépression bordière des hautes terres. Le texte de RAISON met l'accent sur la véritable combinatoire que doivent réaliser les paysans. L'articulation complexe des tâches, des espaces disponibles ou accessibles, enfin des diverses facettes du milieu écologique, exprime un double arbitrage: entre les différents besoins ressentis, d'une part, un certain nombre de contraintes externes, d'autre part. A travers les premiers se manifeste la pression sociale, ou politique. Quant aux seconds, il s'agit d'abord d'une grille temporelle, celle des périodes imparties, pour chaque tâche, par le calendrier climatique et ses imprévus. L'espace vient ensuite: même quand il ne manque pas, une limitation résulte des distances à franchir, en allées et venues quotidiennes ou saisonnières. La nature enfin, plus que partout ailleurs diverse, fragile et changeante, ne se prête ni à n'importe quel usage, ni à une utilisation homogène.

La réponse collective à l'ensemble des besoins et des contraintes offre une logique interne suffisamment forte, faite d'interdépendances, pour apparaître comme un système. La marge d'autonomie d'un tel « système de production » par rapport à l'organisation sociale en général constitue un autre problème. C'est toute la question des modes de production, au sens large de l'expression. Plus sensible qu'un autre à l'originalité des ajustements réalisés en chaque lieu et par chaque groupe, « le » géographe plaidera volontiers l'autonomie relative des arrangements techniques par rapport aux arrangements sociaux. Il aura tendance à qualifier les plus spécifiques et les plus durables en termes de « civilisations agraires ». On notera cette remarque: « les Sakalava conservent relativement bien leurs structures sociales, alors que leur système de production, fortement dépersonnalisé, est en cours de transformation ». (Le BOURDIEC)

Plusieurs interrogations viennent se greffer sur la précédente. D'abord au sujet de la signification même du concept d'ethnie dans l'Ouest malgache, dans ses rapports avec les systèmes de production. On notera d'abord la variété des groupes originels écologiquement spécialisés, à la fois fédérés et confirmés dans leur rôle par l'entité politique sakalava: Tanandro cultivateurs, Vézo pêcheurs en mer, Mikéa récolteurs, etc. Dans l'actuel, ce qui prime, c'est naturellement la forte opposition entre les immigrés des hautes terres, dits *Ambaniandro*, spécialistes du riz repiqué, et les Sakalava, qui s'y sont mis plus tard, et avec moins de conviction. C'est aussi, dans les rapports, notamment matrimoniaux et fonciers, qu'ils entretiennent avec les gens du pays, les comportements fortement différenciés des différents groupes de migrants venus des hautes terres, du Sud-Est (*Antaisaka*) et du Centre-Nord (*Tsimihety*), notamment. Il faut cependant se garder d'ériger les divers groupes en entités rigides. Des contacts prolongés finissent, comme le remarque LE BOURDIEC, par modifier

les « étiquettes ». A la limite, les identités ethniques se muent en rôles structuraux. Dans cette perspective, une recherche intéressante est en cours, visant à identifier « le jeu des pratiques sociales », notamment de compétition intergroupes, dont les institutions actuelles sont l'objet. (Suzanne CHAZAN)

Symétriquement à la logique dont les systèmes sociaux et les rapports de production sont le lieu, les textes des géographes incitent à ne pas oublier une autre logique qui est celle des systèmes naturels. Entre la végétation, les sols et l'hydrographie, sans parler de la vie animale, tout se tient à tel point que les atteintes localisées ou partielles, dues à la culture ou aux pratiques pastorales, se traduisent par des répercussions en chaîne dont on verra des exemples plus loin. Dans l'Ouest malgache pas plus que n'importe où ailleurs, l'« écologie » humaine ne consiste à démembler le complexe naturel pour en faire intervenir les éléments artificiellement isolés au point voulu d'un raisonnement sur les sociétés. Ce sont bien deux ensembles logiques interréagissants dont il convient en tant que tels d'analyser l'implication réciproque. Pour l'Ouest malgache, les travaux de Jean-Pierre TROUCHAUD et Jean-Yves MARCHAL constituent de très bons jalons régionalisés. La seule tentative à ce jour, néanmoins, à pleinement assumer le point de vue écologique, est à porter au crédit de Dan Michel COUVU.

La dernière interrogation porte sur le sens profond à donner à l'évolution, dans le temps, des systèmes de production. On retrouve, bien sûr, au niveau de l'économie, l'évolution et les ruptures liées à l'histoire politique de l'Ile. Mais les prélèvements de la monarchie sakalava, plus tard la pression coloniale et les opportunités du marché, ne sont qu'une explication partielle. Au départ, même les groupes non spécialisés se contentaient, en fait de culture, d'essarts rudimentaires dans la forêt sèche, sans travail du sol. Vite abandonnés, après une récolte ou deux de maïs, les emplacements se transformaient en terrains de parcours. L'élevage, « seul centre d'intérêt » (LE BOURDIEC), disposait d'une réserve illimitée de pâturages. Les tubercules récoltés en forêt, *tavolo*, contribuaient pour une part appréciable, avec d'autres produits de cueillette, à l'alimentation. Telle est la situation initiale. Le riz, cultivé dès avant l'arrivée des gens des hautes terres, ne l'était que dans une écologie particulière, celle des cuvettes de débordement, et sous une forme élémentaire : « un semis direct, effectué à la hâte sur la périphérie des lacs, dès que l'eau avait suffisamment baissé ». (LE BOURDIEC) Le tout était assorti d'une grande mobilité.

A l'autre bout de l'évolution, les pâturages commencent à faire défaut pour un troupeau stabilisé et de plus en plus strictement utilitaire. La culture du riz s'est généralisée, partout où le climat ou l'hydrographie s'y prêtent. Elle se pratique à des moments différents de l'année, *vary asava* (ou *vary tsipala*), en saison des pluies ; *vary asotry* (ou *vary jebly* ou *vary be*), culture de décrue, dans les cuvettes, les grandes vallées, à la périphérie des lacs. Les *baiboho* concentrent les cultures commerciales, annuelles ou — pour les plus élevés — pérennes. Dans plusieurs régions on en manque, même quand ils n'ont pas été accaparés par des « concessionnaires » étrangers. L'ampleur des modifications du paysage serait inexplicable sans l'important accroissement de la population qu'on sait lui correspondre. Sans en rechercher les causes ni les modalités, ni vouloir apprécier la part considérable de l'immigration dans le phénomène, l'Ouest sakalava entre dans le champ d'une problématique précise : celle des relations entre changement technique et croissance démographique.

Les textes réunis révèlent, de ce point de vue, une intensification limitée des systèmes de production. La riziculture de décrue, mode de culture « le plus original de la côte Ouest » (LE BOURDIEC), n'est intensive qu'en apparence, malgré les cas

localisés de double culture annuelle par alternance avec le riz de saison des pluies. Le repiquage, élément essentiel, a certainement de bons effets quant au rendement. Mais, comme RAISON en a fait la remarque ailleurs, il permet avant tout de jouer, avec le temps, d'attendre que les eaux aient suffisamment baissé. A ce titre, il s'inscrit bien davantage dans le cadre des adaptations à un milieu aux « caprices incontrôlables ». Même pour les productions qu'elle écoule, la « petite agriculture marchande de la bordure des Hautes Terres, dynamique et, sur certains points, manifestement ouverte au progrès technique », garde un caractère ambigu. Elle investit en travail au bénéfice des cultures les plus rentables, mais se désintéresse du support, elle pratique à un haut degré la « soil selection » (selon le concept de l'agronome ALLAN) aux dépens d'une mise en valeur étendue. Tout ceci est en fin de compte dans la logique de densités de population jamais bien élevées : une quarantaine d'habitants au maximum par kilomètre carré de *surface utilisable* dans la région de Minadrivazo, une soixantaine dans celle de Maevatanana. RAISON parle de « rareté » de la terre, mais cette rareté est toute relative. Dans son secteur comme dans celui de Morondava, étudié par FAUROUX, l'invasion des migrants et les spoliations coloniales ont été parfois durement ressenties. Même chassés de chez eux, cultivateurs et éleveurs n'ont pourtant jamais eu à s'éloigner beaucoup pour trouver des terres ou des parcours de remplacement.

Les deux thèmes qui viennent d'être évoqués, celui des interférences écologiques et celui de la pression au changement, se retrouvent au cœur de l'étude de COUVU sur la moyenne vallée de l'Ifasy. Tant par son milieu naturel contrasté et instable que par l'évolution du peuplement depuis le début du siècle, cette « micro-région » fait figure, vis-à-vis de tout l'Ouest, de résumé géographique et de raccourci historique. On a là une sorte de laboratoire pour l'analyse des relations entre l'espace et ses occupants, en pays sakalava.

### UN « TERRAIN-TEST »

La vallée de l'Ifasy se localise, physiquement, au pied de contreforts nord-occidentaux du massif du Tsaratanana, le plus septentrional des trois principaux ensembles montagneux de Madagascar. Elle constitue une section individualisée, sur environ 35 km, de la dépression bordière du socle cristallin de l'Ile. Du côté opposé, une chaîne gréseuse rectiligne la domine, partie déjà de l'ensemble sédimentaire de l'Ouest. On se trouve sur la frange Nord du monde sakalava. La vallée a fonctionné au XIX<sup>e</sup> siècle comme « une marche frontière entre les royaumes centralisés Sakalava et Antakarana, occupée pacifiquement par les éleveurs de l'un et l'autre royaume, au gré de leurs recherches de pâturages temporaires ». Aujourd'hui, les deux groupes se côtoient et se mêlent. Les nuances qui les distinguent s'effacent devant la distinction entre « zanatany », fils de la terre, et « mpivahiny », les étrangers, tard-venus, originaires du pays tsimihety et de la « Côte Est », accessoirement des hautes terres. L'étude est centrée sur le canton, et plus particulièrement le village d'*Anaborano*. Elle se veut la monographie d'un *terroir*, entendu comme un espace totalisant, « une trame continue et serrée de significations », un réseau de correspondances entre le sol et ses utilisateurs.

La première occupation véritable remonte au tout début du siècle, quand la vallée devint le déversoir des éleveurs fuyant la mise en valeur agricole du Sambirano (au Sud) et de la Mahavavy (au Nord). Mais cette période de libres rapports avec

l'espace n'a duré que quelques années, jusqu'à la création d'un poste militaire français. Dès 1908, les hameaux dispersés sont regroupés en villages, sans que soit remise en cause la répartition des pâturages entre les lignages. Avec 983 habitants en 1972, Anaborano est le plus important. Dans l'intervalle, la population n'a cessé d'augmenter : à la fois par capitalisation des excédents naturels et par immigration (environ 50% d'« étrangers » au niveau du canton). En 70 ans, la densité de la population est passée de 4 à 47 dans la vallée proprement dite. Elle est moins importante sur la bordure, mais la moyenne cantonale s'élève tout de même à près de 19 habitants au km<sup>2</sup>. L'accroissement de la charge démographique a rendu à la fois possible et nécessaire une transformation radicale des rapports avec l'espace naturel. L'Anaborano des origines se présentait comme « une prodigieuse zone de pâturages », où les troupeaux opéraient un balancement annuel entre la plaine d'inondation, utilisée en saison sèche, et les pentes herbeuses des basses collines en saison des pluies. Les cultures se limitaient au *teitkala*, c'est-à-dire à l'essartage de la forêt qui occupait les versants des vallées secondaires.

A partir de cette situation initiale, l'évolution s'est faite de deux façons combinées. Il y a eu d'un côté extension dans l'espace de l'emprise globale du système de production. Une vie pastorale d'altitude, qui n'existait pas au début, s'est développée sur les hautes collines cristallines, où les troupeaux « inalpent » aujourd'hui au début de la saison des cultures. Refoulée vers l'extérieur par le développement des cultures arbustives, la riziculture sur brûlis, qui subsiste, s'est muée en « une agriculture pionnière qui tend nécessairement à l'extension du finage ». La dilatation de l'espace utile est cependant moins évidente que le bouleversement du schéma écologique originel. L'adaptation à un environnement différencié s'est faite de plus en plus complexe et précise. Le changement a eu lieu par étapes, chacune marquée par l'impact sur le terroir d'une innovation d'origine extérieure.

Dès le début de la présence coloniale, en réaction à l'interdiction des brûlis culturels, les rizières se concentrent sur les bourrelets de berge, dont les animaux sont chassés une partie de l'année. Le deuxième changement notable s'enclenche quand, à partir de 1928, l'administration oblige les chefs de famille à planter du café. Des parcelles minuscules se multiplient sur les bourrelets et alluvions hautes, d'où la riziculture se trouve à son tour progressivement expulsée. Ainsi s'amorce une nouvelle étape, celle de la conquête des bas-fonds par le riz. Mais celle-ci ne s'opère pour de bon qu'à la faveur d'une dernière innovation, un peu plus tardive : le repiquage du riz, introduit par les immigrés. Comme dans le cas de la dépression périphérique étudiée par RAISON, le repiquage « permet d'attendre la décrue avec des plants de riz formés, prêts à se développer avant la saison sèche ». Du coup, il devient possible de « mener à bien une riziculture aquatique, sans posséder les moyens de maîtriser les crues ». C'est de 1946 à 1956 que cette riziculture permanente de décrue se met en place sur les terres régulièrement inondées. Non sans difficultés du côté de l'élevage. Dès lors, pour l'essentiel, le système actuel fonctionne. Aux stades successifs de l'aménagement des rapports avec l'espace productif correspond un remaniement complet de la vie pastorale, d'une part, de la tenure foncière, d'autre part. On y reviendra.

Sous la forme qu'il revêt aujourd'hui, le schéma écologique se caractérise par trois principaux traits. Chaque « faciès » de l'environnement est affecté, tout d'abord, à une fonction productive particulière. Un agencement contrôlé par la verticalité fait se succéder des éléments assez bien individualisés. Tout en bas du dispositif, les *matsabori* sont des cuvettes latérales servant de déversoir aux crues de l'Ifasy

ou aux affluents bloqués dans leur écoulement par les bourrelets du collecteur. Les parties les plus profondes, marécageuses, ne se prêtent qu'à la pêche et à l'élevage extensif des porcs (élevage résiduel depuis que la maladie de Teschen, voici quelques années, a décimé les élevages). Les sols à pseudo-gley des bords de cuvettes, et les terrasses inondables à forts composante argileuse, accueillent la riziculture de décrue, aujourd'hui tout à fait fixée. Les bourrelets de berge et les terrasses subactuelles, submersibles en temps de cyclone seulement, soit quelques jours par an au plus, portent sur leurs sols sableux à limono-sableux le gros des plantations arbustives : caféiers et, depuis peu, cacaoyers. Les terres les plus élevées de la vallée, fragments de terrasses anciennes et colluvions de pied de collines, sont disputées aux caféiers par l'habitat et le fouillis d'arbres utiles associés. On y trouve aussi les cultures vivrières complémentaires du riz : brèdes, manioc, bananiers en particulier. Plus haut, c'est le vaste espace pastoral des collines, du moins de la partie des reliefs que n'occupent ni la forêt, ni la végétation dégradée qui en dérive (*savoka* buissonnante). Les pâturages les plus anciennement occupés sont ceux des basses collines du socle cristallin. Mais l'essentiel de la vie pastorale autonome se déploie maintenant sur les pacages d'altitude à la savane fortement dégradée, évoluant en pseudo-steppe. L'organisation de bas en haut du terroir se combine à un dispositif grossièrement concentrique. La périphérie lointaine contient les réserves de pâturages et les forêts encore disponibles pour l'essartage, toujours actif comme on l'a vu.

L'ordre spatial largement calqué sur le milieu naturel se double — second trait — d'une stricte organisation du temps. La riziculture, aujourd'hui, pour tous les groupes, domine le calendrier. De ses formes anciennes, mobiles, ne subsiste, dans les limites imposées par les Eaux et Forêts, que la culture pluviale sur brûlis de forêt. Deux termes la connotent : *tetikala* (littéralement : couper la forêt), équivalent du mot tavy utilisé sur la côte Est, et *vary tomboko*, qui désigne à proprement parler le semis en poquets. La riziculture itinérante sur bas-fonds, en revanche, a disparu. Seule subsiste la pratique du semis direct, associée à un piétinage expéditif, dit *revo-revo* : le sol est remué et les semences sont enfouies pratiquement en une seule opération. Cette méthode est appliquée à une fraction des rizières (permanentes) de bas-fonds. Mais les rizières de décrue, qui sont l'immense majorité, sont soumises à une préparation plus complexe. Un piétinage soigneux, dit *manitsaka godra*, assure la mise en boue. Les plants, extraits des pépinières, sont aussitôt repiqués. Toutes ces formes de riziculture s'inscrivent dans une saison unique, dite du riz de l'année, *vary taona*. Les semis, directs ou en pépinières, ont lieu en décembre ; le repiquage, en février, à mesure que les eaux se retirent. La récolte s'échelonne sur plusieurs mois. Elle commence dès avril pour le *vary tomboko*, et bat son plein en juillet sur les rizières de décrue. Le rythme annuel de la riziculture se répercute sur l'élevage. Initialement, les troupeaux passaient simplement de la plaine d'inondation, en saison sèche, aux terrasses et bourrelets exondés, pendant la crue. La culture se faisait à l'écart, sur les pentes boisées. A présent, les terres sèches de la vallée, occupées en permanence par les plantations et cultures accessoires, échappent à toute emprise pastorale. La plaine inondable n'est plus elle-même accessible que dans l'intervalle de temps qui sépare la moisson du riz de la submersion suivante. Toute la saison chaude se passe, pour les animaux, sur les pâturages d'altitude, *anketsany*, partagés entre les villages et les lignages (*foko*). Les bœufs qui participent aux piétinages ne rejoignent qu'en mars le gros des troupeaux. Ils se nourrissent en attendant sur les pâturages des basses collines juste assez loin des villages pour ne pas causer de dégâts aux rizières précoces, en semis direct. Sur les *anketsany*, les bêtes sont laissées absolument

libres. Des clôtures, *fانيتوڤالا*, barrent seulement le chemin de la zone habitée et cultivée. Vers le mois de juillet, à mesure que les récoltes se font dans la vallée, les éleveurs ramènent leurs troupeaux pour les faire paître sur les rizières libérées. Les animaux se déplacent sur les éteules, sous un régime collectif de vaine pâture, qui assure en même temps la fumure uniforme des champs. En fin de saison sèche, vers septembre-octobre, juste avant qu'ils remontent en altitude, on profite de leur absence pour mettre à feu les *anketsany*, et régénérer « un pâturage jeune et tendre ».

Le partage de l'espace et du temps entre les différentes activités va bien au-delà d'une simple rationalité écologique. Il procède en même temps d'une véritable dichotomie existentielle, enracinée dans la société locale et son histoire. La coupure est double. D'un côté, la vie pastorale s'individualise fortement par rapport aux activités agricoles. Il y a là, pour les habitants de la vallée, « deux héritages culturels disjoints ». Par bovins interposés, Antakarana et Sakalava revivent, à chaque estivage, « le pastoralisme, sans servitudes d'origine anthropique, qui prévalait il y a 70 ans dans la vallée ». Eux-mêmes, pendant ce temps, « sont exclusivement agriculteurs ». Mais les troupeaux, errant librement sur les hauts, et visités à trois ou quatre reprises seulement par saison, assurent « la continuité d'un système de valeurs » par lequel s'identifient les éleveurs devenus riziculteurs.

L'autre clivage se fait entre l'agriculture vivrière et les cultures commerciales. Le café — de la variété Kouilou — qui fournit l'essentiel des ressources monétaires n'a été planté que sous la contrainte coloniale, vers 1930. Chaque chef de ménage était astreint à en planter 35 pieds. Un système plus subtil fonctionne aujourd'hui. Les Eaux et Forêts ne délivrent d'autorisation de défricher (pour les *tetikala*) que si la parcelle est reboisée dans les deux ans. Les cultivateurs de riz sur brûlis sont donc « contraints de devenir des planteurs de caféiers ». Vaille que vaille, un paysage de plantations a fini par couvrir les terrains exondés de la vallée et, pour une part, les franges colluvionnaires. Les arbres d'ombrage, *Inga dulcis* (d'origine américaine) et *Albizia* (d'origine indienne) font apparaître ce paysage, vu d'en haut, comme une masse sombre. Les cultures de vente ont un faible dynamisme. La majorité des parcelles, héritées, ont été au mieux recépées, et les manquants remplacés. Il ne s'est pas créé, « comme chez les Sakalava du bas Sambirano, une classe de vrais planteurs ». Dans les vieilles parcelles, l'exploitation se réduit à une cueillette. Cette marginalisation des cultures arbustives se double d'une ségrégation à l'intérieur du temps productif. Des interdits de travail, de caractère personnel ou général, portent sur un nombre variable de jours par semaine: un minimum de trois pour 75% des chefs de famille d'Anaborano. Mais ces jours *fady* ne concernent que les travaux rizières. Cultures en quelque sorte hors statut social, les plantations bénéficient d'un créneau de deux jours au moins par semaine.

Avec le temps, toutefois, elles cessent de se définir entièrement par opposition, ou en négatif, vis-à-vis du système de production solidaire de la société locale. La tactique mise en œuvre par les Eaux et Forêts n'a pas seulement pour effet un certain renouveau des plantations depuis 1974. Leur mise en place, sur des terrains précédemment boisés, ne concurrence plus les bœufs. Par ailleurs, si la récente « opération-cacao » a été dans l'ensemble un échec, elle a été aussi l'occasion révélatrice d'une prise de conscience de la part d'une minorité d'éleveurs. Les détenteurs des troupeaux les plus importants ont vu dans la cacaoyère l'occasion de convertir des revenus agricoles en bœufs supplémentaires. Ainsi les nouveaux rapports marchands sont-ils récupérés « pour maintenir l'organisation des rapports sociaux sur ses bases traditionnelles ».

Dans la vallée de l'Ifasy comme dans le domaine d'étude de J. P. RAISON, le milieu naturel, trame des arrangements agraires, n'est pour l'essentiel ni maîtrisé ni maîtrisable. Les choses iraient plutôt de mal en pis. En altitude, les feux pastoraux ne procurent qu'un contrôle illusoire de la végétation. L'arrivée des troupeaux coïncide avec l'éclosion d'un pâturage jeune et tendre, excédentaire par rapport aux besoins. Mais l'explosion végétale dure peu; le tapis herbacé, laissé à lui-même, ne tarde pas à se lignifier, perdant le plus clair de sa valeur alimentaire. L'incendie annuel bloque la reforestation, mais il livre au ruissellement « des sols de plus en plus dénudés » sous « des formations de plus en plus dégradées ». Dans le cours d'une saison, à mesure que le temps passe, et que les points d'eau se raréfient, les troupeaux se concentrent. Il y a surpâturage autour des points d'eau, sous-pâturage ailleurs. Faute de gardiennage du bétail, et de compartimentage de l'espace pâturé, « l'anarchie de l'utilisation des pâturages » accélère, localement, le processus de dégradation de la couverture végétale: les meilleurs espèces disparaissent, les plaques de sol nu s'étendent. Corrélativement à la mise à nu et à l'érosion des hauts, dans la vallée, les zones inondables ont tendance à s'ensabler, et sont envahies par les roseaux (*bararata*).

À défaut d'une maîtrise du milieu, hors de portée, les gens d'Anaborano mettent en œuvre une série de parades et d'adaptations. Toutes reviennent à neutraliser le milieu, en tirant parti des mécanismes écologiques ou de la physiologie des plantes. D. M. COUVU insiste particulièrement sur ce qu'il appelle la « discipline chronologique ». Celle-ci constitue la riposte essentielle vis-à-vis des oiseaux, et principalement des *fody*, considérés comme « une calamité inéluctable ». Pour limiter la charge d'oiseaux granivores, les paysans font en sorte « que les semailles d'un même terroir soient synchrones ». D'autre part, la plupart des variétés utilisées, qui sont nombreuses, ont un cycle identique de 140 jours, qui permet de faire coïncider également les récoltes. Ceci vaut aussi bien pour les champs cultivés en sec (*vary tomboko*), pour lesquels la pression des *fody* est la plus forte, que pour les rizières proprement dites: « les variétés hâtives et les variétés tardives sont immanquablement destinées à nourrir ces oiseaux ». Il est significatif que, des différentes variétés proposées par les agronomes, seul le riz 13.29, à cycle de 140 jours, ait été adopté par les paysans de l'Ifasy.

Autre fléau naturel: les borers, ou chenilles mineuses de tiges. Contre cette forme de parasitisme, qui vide les panicules, les cultivateurs ont réagi, après une attaque désastreuse en 1971, en remplaçant la variété de riz la plus exposée, mais aussi en associant plusieurs agrotypes sur la même rizière: autrement dit, en recourant à une pratique mimétique de l'écosystème. Cependant, tout n'est pas simple: les rizières mélangées sont particulièrement justiciables de la récolte au couteau, *fiatsaka*, panicule par panicule. Mais cette méthode a l'inconvénient de laisser sur le champ, avec les chaumes, la plus grande partie des larves de borers. Utilisée par une fraction des immigrés, la fauchaison (à la faucille) a l'avantage d'éliminer la plupart des larves, y compris celles qu'hébergent les graminées adventives. Mais elle empêche de traiter séparément les panicules à maturité légèrement décalée, quand il y a mélange d'agrotypes ou, dans le cas d'un tallage tardif, retard des tiges secondaires par rapport aux principales.

Même chez les Mpivahiny, en particulier les riziculteurs *tsimihety* de la vallée, la maîtrise hydraulique ne dépasse pas le niveau d'une submersion dirigée, par détournement de ruisselets. À la surface des rizières, l'eau s'écoule librement; il n'y a pas de conduite de l'irrigation, et le terme même de rizière est ici contestable.

Des tentatives ont eu lieu. Mais les débordements brusques de l'Ifasy et de ses affluents condamnent tout aménagement, même sous forme de simples diguettes, à la destruction ou à l'enterrement. Une solution purement adaptative, mais remarquablement efficace, en tient lieu. Il s'agit d'un système de haies vives qui cloisonnent partiellement le paysage rizicole, en repérant le damier parcellaire. L'arbre utilisé est le *manondro*, *Barringtonia racemosa*. Multiplié par boutures, vivant vieux, et ramifié très bas, il n'a guère d'autre utilité que celle de la haie elle-même. Des deux fonctions classique du bocage en sec, la haie ne remplit ici que celle de limite juridique inscrite dans le paysage. Elle n'est jamais une clôture: le bocage rizicole de l'Ifasy laisse au bétail le libre accès des éteules par de nombreuses solutions de continuité. Mais sa vraie raison d'être est celle de « palliatif d'une régulation organisée de l'eau dans les rizières ». Dans le sens des courbes de niveau, la haie ne s'interrompt pas. Covu parle de « haie isohypse », ce qui signale son rôle essentiel d'obstacle disposé en travers des courants d'inondation: un obstacle souple et perméable, qui laisse passer la crue, mais freine la puissance de l'eau, et filtre les branchages et les paquets de jacinthes charriés par l'inondation. En sens inverse, à la décrue, l'eau qui bute sur les haies dépose en arrière du matériel fin en suspension. Ainsi s'ébauche « un aplanissement de l'aval des rizières ».

Dans la mesure où la pratique agricole et pastorale s'insère dans le fonctionnement de l'écosystème local plutôt qu'elle ne le soumet à une logique proprement technique, elle est impliquée dans les réactions en chaîne qui s'y développent. Ces réactions, qui manifestent la solidarité des composantes du milieu, ont parfois pris la forme de carambolages écologiques déclenchés par un événement extérieur. C'est ce qui s'est passé en 1959, quand le cyclone Daisy affecta les hautes terres de Madagascar. En cherchant refuge dans la vallée de l'Ifasy, les sarcelles disséminèrent les graines d'*Eichornia*, la jacinthe d'eau. Véhiculées par les crues, les jacinthes, les années suivantes, écrasèrent le riz sur une partie des rizières. Les haies jouèrent alors un rôle utile. Dans les matsabory, ce sont les nénuphars qui firent les frais de l'invasion. Du coup les porcs, qui s'en nourrissaient en saison sèche, durent transhumer, en escaladant une chaîne relativement escarpée, vers de petits bassins où on les laisse sans surveillance. Autre aventure, mais bénéfique cette fois: celle de l'*Inga dulcis*, importé comme arbre d'ombrage, et auparavant pour consolider les berges de l'Ifasy. En consommant ses fruits et en rejetant les graines, les bovidés itinérants l'ont répandu partout. A présent, ses gousses constituent, avec quelques autres fruits, l'essentiel de l'alimentation bovine en septembre-octobre, avant que les troupeaux regagnent les hauteurs. Dans d'autres cas, des options techniques, apparemment « innocentes », se révèlent à l'usage lourdes de conséquences à travers des répercussions en série au sein du complexe technico-écologique. Le choix pour la récolte du riz entre couteau et faucille ne retentit pas seulement sur la population de « foreurs » et la qualité du grain obtenu: avec le couteau, les chaumes, laissés sur pied, profitent immédiatement et en totalité aux animaux, sous le régime de la vaine pâture. Fauché, le riz reste sur place en meules, jusqu'à qu'il soit assez sec pour être dépiqué. Les « vertus conciliantes » (pour le bon accord de la culture et de l'élevage) de la moisson panicule par panicule se doublent de sa comptabilité avec les rapports sociaux établis. La fauchaison, par contre, « figure parmi les facteurs de remaniement global du système de reproduction et d'échanges ». En maniant la faucille, l'homme empiète sur un domaine réservé à la femme, et contribue à ruiner un schéma d'autorité appuyé sur le partage des tâches. Pire encore: le gain de productivité lui permet de

se passer des formes d'entraide accoutumées. Du coup, les liens lignagers se relâchent, la discipline agro-pastorale se dissout.

Pas plus que le milieu naturel n'est maîtrisé, le système agricole ne s'est réellement intensifié sous la pression d'une charge croissante de population. La riziculture permanente marque, certes, un progrès dans ce sens, encore que le repiquage fasse figure encore pour l'essentiel de technique d'adaptation au milieu naturel. Seuls les jardins de brèdes enclos de saison sèche, sur les terres de décrue, et les pépinières de riz font l'objet d'une fumure effective. Dans ce dernier cas, il ne s'agit nullement d'une innovation, mais de la vieille pratique du *toro-vario*, jadis utilisée pour certaines rizières. Le riz est semé dans un parc à bœufs, où les animaux séjournent encore jusqu'au lendemain, de façon à mélanger la semence aux déjections et à la terre que grattent les sabots. Sauf chez quelques paysans, le refus de manipuler le fumier est « systématique ». Une idée bien ancrée est « la certitude que la nature a une solution pour toutes les situations ». La fertilisation animale n'a lieu que sous la forme discrète de la vaine fumure, liée à la vaine pâture, qui a l'avantage d'une répartition très uniforme. Pour le reste, le « limonage » lié aux débordements annuels de l'Ifasy y pourvoit. L'auteur est donc en droit d'affirmer que « le système agricole est fondé sur la riziculture vivrière peu intensive ». Ce jugement est confirmé par la somme modeste de travail dont bénéficient les champs relativement à leur surface. La journée de travail « dépasse rarement 5-6 heures pour les hommes ». De plus, les observations chiffrées de COVU montrent que les rizières permanentes, même repiquées, représentent une économie de peine et de temps par rapport aux *tetikala* (champs sur brûlis): 80 journées de travail à l'hectare (récolte à la faucille) ou 126 (récolte au *fiatsaka*, cas le plus général) contre 158 (tombant à 110 la deuxième année). L'économie porte sur les travaux de préparation, assurés en grande partie par les bœufs, et sur les sarclages, que le repiquage réduit à peu de chose.

Tant bien que mal, l'ensemble des activités agricoles entre dans un système de relations cohérentes avec le milieu naturel. Elles sont liées d'autre part entre elles par la logique d'une utilisation combinée du temps et de l'espace, et par la complémentarité au niveau des besoins qu'elles satisfont. C'est sur l'élevage que se concentrent les principales contradictions nées de l'évolution contemporaine du système de production et de la société locale. A l'origine, les choses sont claires: il s'agit d'une activité grosse consommatrice d'espace, et dont l'utilité sociale l'emporte de loin sur l'utilité matérielle. Le troupeau est alors « un élément essentiel dans la reproduction physique du groupe »; sur lui repose « la perpétuation des formes de la hiérarchisation sociale ». Numériquement, l'élevage des zébus reste aujourd'hui important: 2 000 têtes de bétail à Anaborano soit environ 1,5 bovin par habitant. Mais c'est un élevage écartelé entre des assignations divergentes, et qui n'a plus de place réellement définie.

Ses produits comptent peu: en saison sèche, quand les vaches sont à proximité du village, 1 300 habitants n'en tirent qu'une trentaine de litres de lait par jour. On ne consomme guère de viande qu'à l'occasion des sacrifices cérémoniels, c'est-à-dire épisodiquement et en quantité modeste (10 kg de viande bovine par personne et par an). Mais, par le double biais du piétinage et de la vaine pâture, le troupeau est devenu essentiel pour l'agriculture. Or, dans le même temps, plantations et rizières le chassent de la vallée. Le riz une fois récolté, « ce sont des bêtes véritablement affamées » qui pénètrent dans les éteules. C'est une première contradiction, qui s'exprime par de fréquents conflits consécutifs aux dégâts que les animaux occasionnent dans les cultures. Quand les victimes sont des cultivateurs immigrés, à peu près

sans bœufs et donc privés de tout instrument de rétorsion, ils ont le plus grand mal à faire valoir leurs droits face à une population d'éleveurs solidaires.

La deuxième contradiction touche les rapports de l'élevage et de l'ordre social. L'intérêt porté aux bovins reste « inspiré davantage par des préoccupations sociales et religieuses que par des mobiles économiques ». Pour les éleveurs qui envoient leurs troupeaux en montagne, il s'agit de « maintenir vivant l'héritage ancestral », en affirmant, par le truchement des bovins, « leur droit de jouissance absolue sur toute terre ». L'éthique sociale, toujours en vigueur, les rémunère en prestige et en statut. Mais c'est tout. Pourtant à y regarder de plus près, les vrais bénéficiaires, qui sont de pouvoir ou de prééminence, ont disparu, depuis que « les grands troupeaux lignagers, de plus de 500 têtes, ont été partagés entre les descendants agnatiques des patriarches, marquant ainsi l'échec de ces derniers » à reproduire leur propre position. De ce point de vue, l'élevage est bien un « élevage-relique » qui paie en monnaie de singe, le « cul-de-sac social » dont parlait FAUROUX.

Une dernière contradiction se manifeste dans le domaine matériel. Le moins qu'on puisse dire est que l'élevage est mené de façon négligente. Le sens écologique dont font preuve les habitants en tant que cultivateurs semble absent de sa conduite. Ainsi, les jeunes mâles les plus vigoureux, promesse d'aptitude au travail, sont castrés, laissant « le rôle reproducteur à des individus défectueux » : sélection typiquement à rebours. La liberté et la promiscuité des animaux sur les pâturages d'altitude font tomber une partie des vélages au plus mauvais moment, quand les troupeaux sont sous-alimentés : le taux de reproduction s'en ressent. Or, cette activité techniquement marginale, ce « capital de faible productivité » sont en première ligne pour satisfaire les besoins monétaires. L'échec relatif (ou le refus mitigé) des plantations ne laisse pas d'autre choix aux *tompontany*, les autochtones aux mains desquels se concentre le cheptel. La commercialisation est effective, de la part des chefs de ménages, qui n'ont plus de comptes à rendre à la communauté, comme gestionnaires de fractions du troupeau lignager. À défaut d'un croît suffisant, les éleveurs, en principe, « vendent leurs bœufs de réforme et achètent des jeunes vaches, laissant leurs troupeaux se reconstituer en mâles par eux-mêmes ». Mais certains consomment purement et simplement leur troupeau pour compenser « le manque à gagner des plantations peu entretenues ». Au total, le nombre des animaux diminue.

Dans sa signification comme dans sa pratique, le recul et le désarroi de l'élevage sont donc intimement associés à une société en voie d'atomisation. Tout se tient du reste, et les nouveaux rapports sociaux sont également marqués, pour la part du système qui touche de près à la production, par l'appropriation foncière au niveau des ménages, et le rétrécissement de l'entraide agraire. « Le lignage n'est plus la véritable unité de gestion économique » ; c'est le groupe domestique qui est devenu « l'unité organique ». On ne s'étendra pas sur l'évolution du travail associatif : le passage à la riziculture « intensive » a « fait disparaître les associations de travail liées à la riziculture extensive » ; l'entraide a pris un caractère beaucoup plus exclusivement utilitaire. L'évolution du rapport à la terre est particulièrement révélatrice. Partout « où un troupeau pâturait pour la première fois », il en résultait « un droit d'usage exclusif ». À mesure que s'installaient, au début du siècle, les segments de lignage, *foko*, chacun se constituait ainsi une « base territoriale d'un seul tenant », *kijana*, qui couvrait la totalité des besoins et lui assurait l'indépendance économique. C'est de ces territoires pastoraux, où s'inséraient aussi les parcours culturels, que procède, par individualisation des droits sur une partie de l'espace, la carte foncière actuelle. L'impulsion décisive est venue des plantations de caféiers : « c'est à partir

du moment où la terre put être considérée comme une source de revenus... que fut abandonnée la conception qui faisait de la terre une mère nourricière appartenant à tous ». La permanence de l'occupation du sol y a sûrement été aussi pour quelque chose, et plus encore dans le cas des rizières. Le premier pas fut franchi quand le riz de la récolte lignagère cessa d'être stockée dans le grenier du foko pour passer dans ceux des chefs de familles. A leur tour, les terres à riz furent divisées quand les rizières devinrent permanentes.

La désintégration ne s'est pas arrêtée à la cellule familiale. Les nouveaux rapports économiques ont ouvert aux femmes la voie d'un début d'affranchissement. On retrouve ici, sous le nom de *zaloko*, les concubins de WAAST, engagés dans une relation maritale précaire, mais profitable pour l'épouse temporaire; la pratique semble se limiter à quelques immigrés. Ce qui est en cours, c'est « le retournement structurel de la société tout entière ». Même aujourd'hui, pourtant, « l'individualisme agraire » ne triomphe pas sans partage. La communauté lignagère conserve son inscription territoriale; elle garde un droit de regard sur le partage des terres, et un droit de préemption sur leur vente à l'intérieur du kijana; elle fournit enfin au travail coopératif son cadre d'élection.

On voit émerger d'autre part, dans le temps même où se désagrègent les segments de lignages, une nouvelle articulation collective. Au niveau supérieur, celui du village, les sept foko pionniers d'Anaborano fonctionnent ensemble comme instance d'exclusion à l'égard des *mpivahiny*, les étrangers. Contre les empiètements extérieurs se dessine, par opposition, une communauté de paysans propriétaire du sol. Elle affirme son héritage territorial en multipliant les défrichements cultureux à la périphérie lointaine du terroir. Les « maîtres de la terre en position précaire de force » reculent ainsi « les frontières de la citoyenneté villageoise ». On ne saurait cependant réduire les rapports des deux ensembles — Antakarana/Sakalava d'un côté, immigrés de l'autre — à un brutal conflit d'intérêts, ou une sorte d'incompatibilité culturelle. D'abord, du point de vue des Antakarana, il y a des degrés dans la qualité d'« étrangers ». Les Betsiléon le sont réellement, et le restent: de ce côté, pas de « liens pacifiques de sociabilité », pas d'effacement non plus de la part des autochtones, comme en d'autres régions. La frontière est « beaucoup plus diffuse » et l'assimilation plus rapide du côté des Tsimihety, chez qui les habitants de la vallée reconnaissent « une conception de l'espace s'investissant sur l'élevage extensif des bovins ».

En second lieu, les gens d'Anaborano plutôt que d'adopter une position purement défensive, ont su monnayer leur privilège de premiers occupants du sol contre une lourde extorsion. La terre, qu'ils se vendent entre eux, est proclamée inaliénable face aux « étrangers ». Un nouveau venu ne peut en disposer qu'en devenant métayer d'un tompontany, « soutenu par la communauté, qui revendique cet endroit comme un bien commun, lignager ». Certains foko ont aujourd'hui 70% de leurs rizières entretenues par des métayers. La part du propriétaire est payée en nature. Ainsi la communauté des Topontany s'assure-t-elle « l'autonomie qui lui est nécessaire pour se perpétuer dans sa logique d'autoconsommation au sein d'une économie englobante de nature différente ». Un système analogue fonctionne pour les caféières, à ceci près que le travail est accompli par des saisonniers tsimihety, et que le preneur ne touche qu'un tiers de la récolte au lieu des deux tiers. Entre les deux parties, la tension s'exacerbe lorsque les *mpivahiny* sont nombreux et se considèrent comme les vrais pionniers, sur des terrains où les troupes des « fils de la terre... n'avaient fait que passer ». Mais les conflits restent latents: peu d'immigrés osent affronter les tompontany et leurs moyens collectifs de rétorsion.

Pour finir, une solidarité ou une coopération de fait viennent transcender l'antagonisme de base. Sur le mode mineur, la complémentarité se manifeste dans le domaine alimentaire. Quand la récolte de riz a été mauvaise, la soudure « est un moment de revanche sociale » au bénéfice des mpivahiny, qui tirent parti de la monoculture vivrière des topontany » pour vendre au prix fort les produits de leurs *vilo* (jardins). A un niveau plus général et sur une plus grande profondeur de temps, les cultivateurs betsileo de la vallée ont fait figure, au bénéfice de tous, de « pilotes du progrès économique ». Par leur savoir agricole, ils se sont comportés en « agents de l'aménagement du terroir et du triomphe des initiatives individuelles ». Telle qu'elle est aujourd'hui, la vallée de l'Ifasy se présente ainsi « comme l'union de la patience paysanne des Betsileo et de l'esprit d'aventure et de violence des pâtres batailleurs antakarana ». Les uns ont apporté « la technique », les autres « le droit ». GOUROU dirait que dans le système actuel qui, d'une certaine manière, fonctionne comme un tout, en dépit du clivage selon les origines, l'apport local ressortit aux techniques d'encadrement, celui des hautes terres aux techniques de production.

Concluons. Pas plus à Anaborano que dans le reste de la vallée, le milieu n'est contrôlé. A peine peut-on parler d'autre part, pour les « rizières », d'intensification. L'isolement, l'éloignement, enfin, excluent les cultures soignées et profitables branchées sur le marché urbain, dont RAISON a montré l'importance dans le pays de Maevatanana. Les « résultats » économiques sont à l'avenant. Pour le riz, la production est rarement supérieure à la consommation; aux yeux des cultivateurs, la ration n'est réellement satisfaisante qu'une année sur quatre, quand le rendement à l'hectare approche une tonne et demie (mais il peut tomber à 7 quintaux). De là, de fréquents et sérieux problèmes de soudure. C'est alors que les hommes partent à la recherche des ignames sauvages, éventrant les forêts environnantes de profondes excavations; et que les femmes, pour cacher cette dépendance humiliante vis-à-vis d'un aliment de substitution. « simulent les gestes quotidiens de la préparation du riz ». Les ressources monétaires, elles, ne sont pas chiffrées, mais tout indique qu'elles se situent à un niveau plus que médiocre. En dépit d'une densité de population qui n'a encore rien d'excessif, c'est donc tout le contraire d'une économie d'abondance. On vit.

La société, elle, se défend comme elle peut. Les liens verticaux issus ou sur le modèle des emboîtements généalogiques, perdent leur force et leur profondeur au bénéfice des liaisons horizontales, fonctionnelles, tournées vers l'Etat et le marché. Anaborano rejoint là l'évolution générale de la société sakalava et de ses marges. Mais l'analyse de Covu est plus pénétrante, et surtout plus originale quand elle s'attache à cet autre aspect fondamental de l'évolution: le passage d'une société mobile, ouverte sur l'espace, à une société enclose dans un espace, autrement dit territoriale. Le vrai sujet de l'ouvrage, c'est la construction d'un terroir, par la « prise en charge de tous les éléments qui le composent ». Ou encore, d'un point de vue légèrement différent, l'inscription d'un ordre social dans un ordre naturel. Bien entendu aussi, en retour, toutes les contraintes, les remaniements que le territoire organisé, fini, situé par rapport à d'autres espaces pareillement « solidifiés » imposent à une société piégée dans un cadre naturel, au détour d'une histoire. Ce processus en miroir s'inscrit lui-même dans le moule de l'Etat, c'est-à-dire de la territorialité érigée, dès les origines coloniales, en mode de gouvernement. Il répond d'autre part aux forces d'inertie croissantes que développe, à l'appui de tout « ancrage » géographique, la pression du nombre et de la densité des hommes. Avoir clairement fait ressortir, derrière un paysage à facettes, les ressorts de ce changement fondamental, touchant

les activités et les rapports sociaux dans la vallée de l'Ifasy: voilà le grand intérêt du travail de COVU. Ainsi s'éclaire une des rares zones d'ombre laissées par les recherches réunies dans ce volume.

### **CONCLUSION: LE PAYS SAKALAVA ENTRE DEUX NATURES D'ESPACE**

Revenons au niveau d'ensemble: l'Ouest et le Nord-Ouest de Madagascar. Ce qui frappe, sous l'« ancien régime » sakalava, c'est combien peu compte l'espace au sens commun du terme: système de coordonnées, d'échelles et de repères, où se loge le concret géographique. L'espace du système productif contredit paradoxalement la diversité et les violents contrastes, la vigoureuse ossature de cette partie de l'île. Il se définit à partir de deux activités liées: l'élevage des zébus; une ou deux formes particulièrement extensives de culture. Il était possible de les mener à peu près partout. Leur mobilité constitutive se prêtait aussi mal que possible au bornage. Donc, un espace relativement isotrope et ouvert, ne projetant sur l'étendue géographique que des figures glissantes et déformables. Les formes secondaires de production — pêche et cueillette en particulier — s'attachaient davantage au support physique. Mais il faut se garder de les surévaluer, comme y incitent leurs particularités techniques. L'espace social n'était pas plus structurant que l'espace agro-pastoral, d'ailleurs largement confondu avec lui (le bœuf, élément-charnière, contribuait à leur commune définition). Le système d'emboîtements lignagers-politiques, et le modèle d'arrangement spatial qui en découlait, comptaient bien davantage que les localisations et configurations dans l'étendue « objective ». Il devait y avoir une correspondance approximative entre les hauts échelons de cette organisation, et les masses naturelles les plus importantes de bons pâturages et de terres convenables. Mais le reste « flottait », au gré des rapports de force, démographiques et politiques. La marge de jeu entre l'espace social et l'espace concret facilitait les rajustements. La même liberté, vis-à-vis de l'étendue réelle, se manifestait aux franges extrêmes du monde sakalava. De ce côté, on l'a vu, la logique même de fonctionnement du pouvoir poussait à la dilatation, de proche en proche, de l'aire organisée.

Dans l'un et l'autre domaine, utilisation du sol et de l'herbe et encadrement socio-politique, l'évolution récente s'est faite dans le sens d'une spatialisation effective. Plus précisément, l'accent s'est déplacé d'espaces en quelque sorte vectoriels, consubstantiels au système de production et à l'organisation sociale, vers des étendues-cadres individualisées par le milieu naturel et l'histoire. Sous l'effet de la croissance démographique, largement imputable à l'immigration, l'inégale capacité d'accueil des divers « écosystèmes » s'est trouvée progressivement révélée. Une « géographie » des espaces productifs est apparue, manifestée sur la carte par des taches et des traînées de densité de population plus forte. Aux limites de la « capacité de charge » des différents milieux, la compétition pour les ressources a fait s'engluier les hommes dans les mailles d'un espace bien réel. Les immigrés des hautes terres ont doublement contribué à ce résultat: par leur nombre, d'abord, mais aussi par leurs techniques de culture permanente et d'aménagements fixes. Quant à l'économie de marché elle n'a pas seulement accru la pression sur les terres et les pâturages, mais introduit aussi, sous la forme des cultures et vergers commerciaux, un élément puissant de diversification qualitative. Au terme du processus d'individualisation, l'économie

productive se retrouve « territorialisée ». L'espace matériel se situait en aval du système de production: il est passé à l'amont.

Les rapports entre espace et encadrement social ont évolué de façon comparable. On a dit plus haut la désintégration du système sakalava en cellules lignagères et, à un degré plus poussé, familiales. Ces éléments disjoints ont en face d'eux des immigrants coupés, eux, de leurs racines ethniques et géographiques. Ensemble, ils vont entrer dans un processus de recombinaison, là aussi sur la base du « donné » spatial. Les nouvelles structures se sont établies à deux niveaux. Au niveau supérieur, tout est sous la coupe de l'Etat et du marché: voies de communication, villes, implantations administratives, partage du pays en zones d'influence et ressorts d'autorité. Dans la sphère proprement sociale, l'impact prend la forme d'une dépendance généralisée vis-à-vis du pouvoir central et de ses échelons, de solidarités de classe naissantes, de multiples circuits liant les habitants à la société urbaine. Mais ce rappel n'a d'intérêt que pour souligner ce qui se passe à l'autre bout. Plus les médiations extérieures deviennent puissantes, plus le besoin se fait sentir d'instances, d'organisations, d'une cohésion retrouvée au niveau inférieur. Aux forces de délocalisation et d'uniformisation à l'œuvre au sommet, l'exemple apporté par Covu montre que s'oppose effectivement, à la base, un nouvel encadrement en gestation.

Les sociétés malgaches de l'Ouest et du Nord-Ouest rejoignent ici la situation universelle d'un monde en devenir. Partout où société englobante et société englobée s'interpénètrent au lieu de fonctionner en circuits séparés, le problème est le même: celui de l'émergence du pouvoir local, et de ses rapports avec le pouvoir de l'Etat. Le résultat peut être obtenu de deux façons. La première consiste, pour les habitants, à investir les premiers échelons du pouvoir administratif, à commencer par les instances spécifiques créées pour l'encadrement rapproché des ruraux. L'enjeu universel est de les « retourner » sinon contre l'Etat, du moins contre sa prétention à décider de haut et de tout. Mais en même temps, et bien moins consciemment, toute une « territorialité » vécue se met en place, de façon diffuse, face à la territorialité hiérarchique instituée par l'Etat. Elle est faite de sociabilité obligée sur des espaces comprimés, de contraintes subies et de réponses communes aux agressions naturelles, de coopération conflictuelle entre « fils de la terre » et immigrants. C'est cette territorialité-là qui opère la transmutation du pays sakalava, longtemps subordonné en tant qu'espace à une logique purement sociale, en un assemblage de « campagnes » de plein exercice.

Gilles SAUTTER  
Mars 1979

